



LA SAINTE RÉVOLTE DE MANU CHAO E5

Le globe-trotter avoué et assumé sera de la grande ouverture du Festival d'été, demain à 20h

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE MERCREDI 4 JUILLET 2001

www.lesoleil.com

Le dos de l'EXTRA C'EST PAVANT avec l'EXTRA NUMÉRO LE SOLEIL

OUVERTURE DES COMMERCE LE DIMANCHE

Retour en arrière très improbable

PIERRE MARTEL
PMartel@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Pour des raisons différentes, le Conseil québécois du commerce de détail et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) ne veulent pas que le dossier de l'ouverture des commerces le dimanche soit rouvert.

Appelé à commenter une déclaration au SOLEIL de la ministre d'État à la Famille et à l'Enfance, Linda Goupil, à l'effet qu'elle se posait de sérieuses questions sur l'ouverture des commerces le dimanche, le pdg du Conseil québécois du commerce de détail, M^e Gaston Lafleur, a réagi en affirmant: «Le débat a été fait en 1992. Pour nous, la question a été réglée à l'époque, d'autant plus que le débat avait été très large.»

«Le débat a été fait en 1992... La question a été réglée.»

Pour sa part, Henri Massé, président de la FTQ, déclare: «C'est une très bonne idée, mais au mauvais moment.»

Tout en disant comprendre le point de vue de la ministre en fonction de son mandat d'aider la famille, M^e Lafleur souligne que la fermeture des commerces le dimanche ne serait pas une solu-

tion aux objectifs poursuivis par la ministre Goupil.

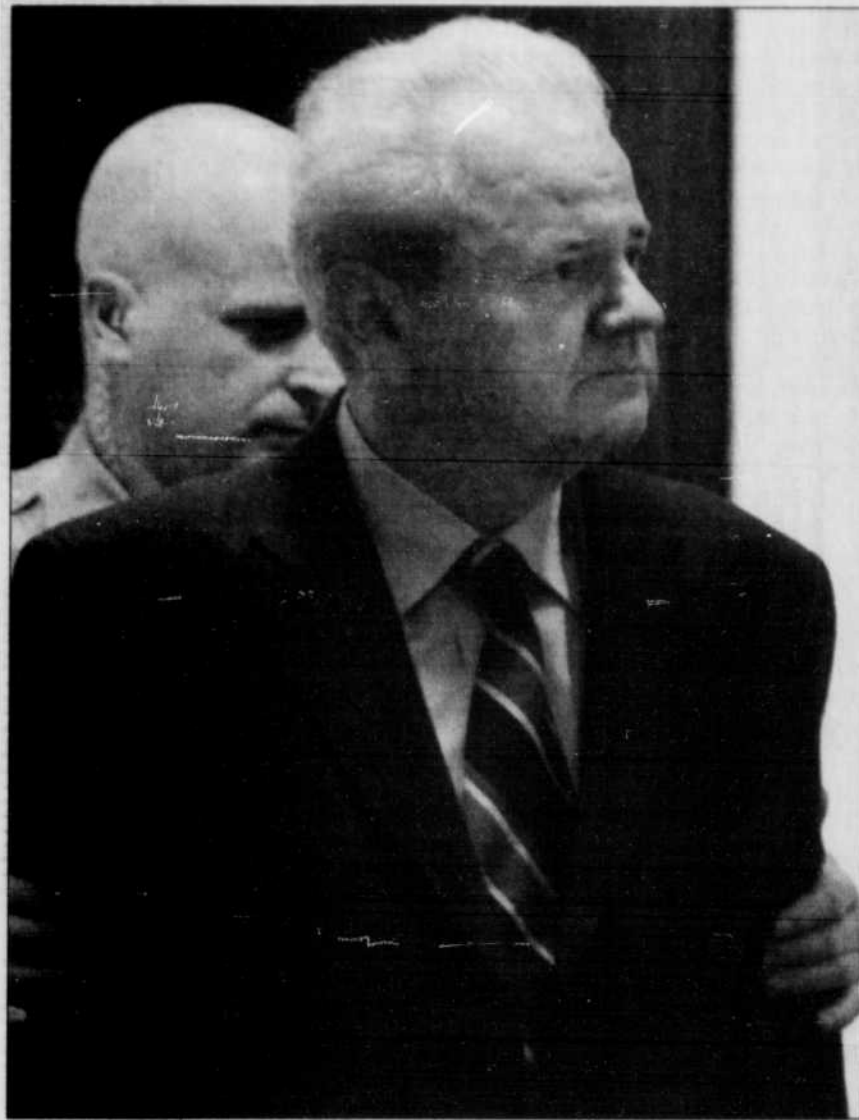
«En 1992, nous avons convenu que c'était nécessaire d'ouvrir les commerces le dimanche. Cela répondait à des besoins de la population et des consommateurs. Cela est encore plus vrai aujourd'hui si on considère que les voisins du Québec sont tous ouverts le dimanche. C'est un phénomène nord-américain. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, nous n'avons pas eu de plaintes, bien au contraire», ajoute le pdg du Conseil québécois du commerce de détail

M^e Lafleur souligne, au passage, que le dimanche est maintenant la deuxième meilleure journée de la semaine en termes de ventes dans la plupart des commerces.

Comptant plus de 50 000 syndiqués dans le secteur du commerce, la FTQ se dit d'accord avec l'idée de

Voir RETOUR en A 2 >

Seul et peu impressionné



REUTERS

Le visage fermé, l'air froncé, l'ex-chef de l'État yougoslave Slobodan Milosevic a comparu sans avocat hier devant la justice internationale, à La Haye. Après avoir qualifié le tribunal «d'illégal», Milosevic en a remis avec un «c'est votre problème» lorsque le président lui a demandé s'il souhaitait entendre la lecture des 51 pages de l'acte d'accusation. La prochaine étape du procès reprend le 27 août. Page B 7

MORDECAI RICHLER

Il nous manquera

Quel dommage que Mordecai Richler fût juif. Nous ne pourrions pas nous retrouver pour l'éternité. En enfer comme il se doit!

Il devait incidemment son prénom à un grand personnage de la Bible, Mardochee. Allié de la reine, il avait sauvé son peuple de l'extermination. Quel destin quand on naît au Canada!

S'il n'avait écrit que des romans et des contes pour enfants, qui le rendirent célèbre dans le monde entier, d'ailleurs, Richler eut été le meilleur compagnon. Il avait un humour abrasif, mais comme il s'attaquait à tout le monde — aux bourgeois de Westmount, aux ultra hassidiques d'Outremont et aux



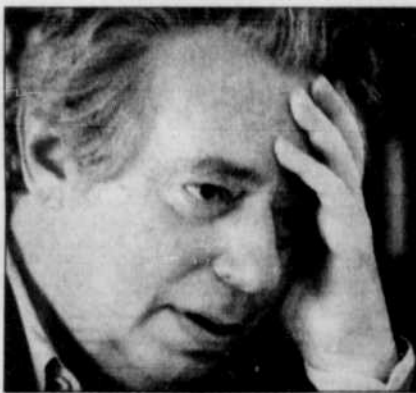
Michel Vastel

MVastel@lesoleil.com

Voir RICHLER en A 2 >

AUTRE TEXTE

□ La controverse s'éteint Page A 6



Mordecai Richler

Grey réclame à son tour la démission de Stockwell Day

Maintenant 12, les dissidents peuvent demander le statut de parti reconnu

RAYMOND GIROUX
RGiroux@lesoleil.com

■ OTTAWA — Un nouvel acteur politique est peut-être né, hier, dans le paysage canadien. Deborah Grey, une pionnière du parti, a lancé la serviette à son tour, abandonné Stockwell Day à son sort et rejoint les dissidents de l'Alliance canadienne.



Deborah Grey

Maintenant 12, et probablement 13 avec la défection attendue du député manitobain Inky Mark, le groupe peut maintenant demander le statut de parti politique officiellement reconnu à la Chambre des communes.

Une telle décision placerait les dissidents au cinquième rang des partis politiques, devant les conservateurs de Joe Clark et à égalité pour le moment avec le NPD.

Les anciens alliancistes ont jusqu'ici rejeté toute éventualité de former un groupe politique reconnu car ils souhaitent conserver leur statut de membres en règle du parti pour pouvoir mener campagne contre le leadership de M. Day et voter contre ce dernier lors du congrès d'avril prochain.

Le statut de parti reconnu accorderait de nombreux privilèges aux dissidents, dont un budget de recherche

Voir DÉMISSION en A 2 >

Le cinéma revit sur l'avenue Cartier

Une petite salle diffusera des films récents jamais présentés en salles commerciales

NORMAND PROVENCHER
NProvencher@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le cinéma revivra cet automne sur l'avenue Cartier avec l'ouverture d'une salle d'une centaine de places, au deuxième étage du local occupé autrefois par le cinéma Cartier et aujourd'hui par le Ciné Vidéo Club.

Le propriétaire de l'établissement, Michel Savoy, a confirmé hier au SOLEIL que cette salle diffuserait essentiellement des films récents qui n'ont jamais été présentés dans les salles commerciales de Québec et qui sont lancés exclusivement en vidéo.

La projection se fera grâce à un appareil numérique, à partir d'un DVD, comme les cinéphiles montréalais peuvent en voir à l'occasion chez Ex-Centris.

«C'est un rêve que je caresse depuis deux ans, depuis en fait que j'ai assisté en France à une projection en

numérique, explique M. Savoy. J'ai été estomaqué par la qualité de l'image, même si c'était un endroit assez éclairé. On ne fait que devancer ce qui va se faire dans 5 ou 10 ans. Tout s'en va vers le numérique.»

Le menu de ce nouveau cinéma au look art déco puisera dans un vaste répertoire de films «injustement traités», oubliés par les distributeurs et les exploitants de salles commerciales. «Depuis deux ans, j'ai compté 845 films qui ne sont jamais

Voir CINÉMA en A 2 >

AUJOURD'HUI

Le Monde

Premier cœur artificiel autonome.

Un Américain se balade aujourd'hui avec un cœur mécanique fait de plastique et de titane qui pourrait assurer une meilleure qualité de vie

à des milliers de malades, parce qu'il permet une complète liberté de mouvement à ceux qui le recevront. Page B 8



Sports

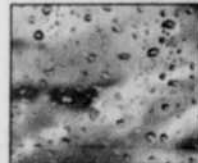
Jay Ward très ébranlé.

L'entraîneur des Capitales, Jay Ward, a reçu comme un choc la réaction de partisans de l'équipe dans le dossier du congédiement d'Olivier Lépine. Page E 25

Les Arts

Les Stones remettent ça. Pour souligner leur 40^e anniversaire, la formation de Mick Jagger reprendra la route en 2002. Page E 25

LA MÉTÉO



Maximum 24, minimum 12 Nuageux avec averses. Demain: pluie. Détails page E 32.

Précipitations (à 13h hier)

Ce mois-ci: 1,1 mm Lan dernier: 4,2 mm Cette saison: 101,4 mm Saison dernière: 237,8 mm

QUÉBEC, 105^e ANNÉE, N° 183 FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES

MERCREDI



27657-00073

Il y a 3 librairies Renaud-Bray à Québec ... Le saviez-vous ?

Place Laurier • Galeries de la Capitale • Place Québec

WWW.RENAUD-BRAY.COM



RETOUR

Suite de la Une

M^{me} Goupil. Toutefois, a précisé Henri Massé, l'organisation n'a pas le goût de se lancer dans un nouveau débat qui pourrait durer de quatre à cinq ans. Sans compter ce que tout cela demande d'énergie et d'argent.

« Dans les années 80, on s'est battu avec vigueur pour que les commerces demeurent fermés le dimanche. En 1992, sentant un glissement de l'opinion publique, on a dû céder tout en essayant de voir comment on pouvait circonscrire cette mesure », de commenter le président de la FTQ.

Il ajoute : « La stratégie de la ministre me semble en être une de court terme. C'est vrai qu'il y a de sérieux problèmes dans beaucoup de familles québécoises. L'amélioration de la qualité de vie des familles est sûrement quelque chose de souhaitable. Je pense que M^{me} Goupil pourrait atteindre son but en se concentrant sur des moyens plus simples : élargir la plage des garderies qui souvent sont accessibles seulement de 9 h à 17 h et cinq jours sur sept ; créer des banques de congés parentaux et mettre en place des mesures incitatives pour la famille. »

AUCUNE DÉMARCHÉ

Une vérification auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce nous a permis de savoir qu'il n'y a actuellement rien au programme en ce qui concerne l'ouverture des commerces le dimanche.

« M^{me} Goupil pose une question bien légitime. Mais, pour l'instant, aucune démarche n'a été amorcée », affirme la porte-parole du ministre Gilles Baril, M^{me} Johane Pelletier.

RÉFLEXION

L'observation est la science contemplative ; l'expérimentation est la science active.

Claude Bernard
(1813-1878)

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
La Capitale et ses régions 3 à 5
Le Québec et le Canada 6 à 12
Opinions 11

CAHIER B
Argent 1 à 6
Bourses 3, 4 et 6
Décès 5
Le Monde 7 et 8

EXTRA

Horticulture 2 et 3
Oiseaux et compagnie 4
Arts et spectacles 5 à 10
Télévision 7
Votre agenda 11
Divertissement 12 et 13
Annonces classées 14 à 18
Sports 19 à 31
Statistiques 20 à 22

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	844-4444
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.lesoleil.com

925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

loto-québec résultats

31 jours à gagner

NUMÉRO COMPLET 100 000 \$	4 DERNIÈRES CHIFFRES 100 \$
5 DERNIÈRES CHIFFRES 1 000 \$	3 DERNIÈRES CHIFFRES 30 \$
	2 DERNIÈRES CHIFFRES 20 \$

Numéros du 2001-07-04 : **661535**
(numéros décomposables)

2001-07-01 775682	2001-07-03 352196
2001-07-02 129091	

Les modalités d'attribution des billets gagnants passeront au verso des billets. En cas de départis entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Le jeu doit rester un jeu
100 000 \$ chaque jour de 11 h à 20 h.

loto-québec résultats

PANCO **Quintessence**

Tirage du 2001-07-03
02 03 06 09 14
15 17 18 24 25
29 32 38 48 50
51 55 56 64 70

Tirage du 2001-07-03
3 4
080 6907
Extra
Tirage du 2001-07-03
NUMÉRO : 617049

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'attribution des billets gagnants passeront au verso des billets. En cas de départis entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

RICHLER

Suite de la Une

nationalistes de Québec —, il trouvait toujours le moyen de faire plaisir à quelqu'un.

Et quel bon vivant ! Je me souviens d'un déjeuner que nous avions pris ensemble dans un restaurant de l'ouest de Montréal. La bouteille de Beaujolais millésimé n'avait pas suffi. Notre conversation s'éternisant, nous l'arrosions de cognac et l'enfumions de Davidoff. La note de frais du magazine qui m'avait demandé de le rencontrer était plutôt salée !

Après 20 ans à l'étranger, Richler était revenu ici, « chez lui », précisait-il. Et ici, c'était bien au Québec, le seul endroit au Canada où il avait envie de vivre. Un appartement à Londres, un autre à Montréal, une résidence dans les Cantons-de-l'Est, ses succès littéraires en avaient fait un homme riche. Et il le méritait.

L'apprentissage de Duddy Kravitz, Rue Saint-Urbain, la série des Croquemoutards pour les enfants, il y avait de l'autobiographie dans ses œuvres. L'enfance assez pauvre d'une famille de réfugiés, et dans un Québec des années 30 — disons-le — pas mal antisémite. Deux coins de rue à l'est de chez lui, et il prenait des baffes sur la figure. Une virée dans les Laurentides, et il lisait à l'entrée des propriétés : « Interdit aux chiens et aux juifs ».

C'est de ce Québec-là qu'il se souvenait lorsqu'il accusait : « Les racines du nationalisme québécois sont racistes, antisémites, écœurantes. » Il pensait sans doute la même chose des racines du sionisme puisqu'il me dit un jour : « ... (Toutes proportions gar-

dées), je préfère encore être un juif dans l'ouest de Montréal qu'un Arabe dans les territoires occupés par Israël ! » Quant aux éléments radicaux de la communauté anglaise de Montréal — surtout les partitionnistes à la Howard Galganov —, il les méprisait carrément. « C'est la communauté la plus timorée que je connaisse dans le monde. Ne craignez rien : il n'y aura jamais de maquis à Westmount ! »

SA TÊTE DE TURC

Ses essais politiques — « Oh Canada ! Oh Québec ! Requiem pour un pays divisé » étant sans doute le plus percutant — n'ont rien ajouté à sa célébrité d'écrivain, d'ailleurs, sauf au Canada bien entendu. Ses éditeurs de Londres et de New York ne voulaient même pas les publier tant ils trouvaient nos débats ridicules. Cela permettait à Mordecai Richler de se défouler. Mais comme les gens qui ont trop de talent, il ne se rendait pas compte à quel point il pouvait blesser. Lucien Bouchard, qu'il avait rencontré au Ritz et qu'il trouvait « charmant, très cultivé et agréable de compagnie », était sa tête de Turc préférée.

Il aimait raconter à ses auditoires anglophones qu'il avait vu à la télévision une jeune femme embrasser fébrilement le drapeau du Québec pendant un discours de Bouchard. « Quelconque peut provoquer une telle fièvre quasi orgasmique est une menace à l'ordre public ! Il serait plus sage pour lui de pratiquer à la maison, répondant du même coup à sa propre exhortation de faire des enfants de race blanche... » C'était d'un goût douteux.

Le seul politicien qui trouvait grâce à ses yeux était Jean Charest : « Il promet ! » Jean Chrétien ? « Un brave

homme mais je ne pense pas qu'il ait beaucoup de talent. » Et Sheila Copps, qui a tant subventionné ses travaux d'écrivain ? « Elle est d'une vulgarité qui dépasse l'imagination ! »

Au fond, Mordecai Richler était un homme profondément malheureux. Il aimait le Québec et les Québécois mais il avait l'impression qu'ils ne lui rendaient pas son affection. Il m'avait confié, presque sur un ton de reproche, qu'aucun journaliste d'ici n'a jamais écrit qu'il avait fait éduquer ses trois fils au collège Stanislas, un collège français privé de Montréal, et sa fille à la Villa des Marcellines.

Cette impression d'avoir été rejeté dans sa jeunesse par la société francocatholique qui l'attirait sans doute beaucoup plus, comme beaucoup de juifs, que l'anglo-protestante, l'avait rendu paranoïaque. Il m'avait demandé de taire le nom du village des Cantons-de-l'Est où il passait ses étés par crainte de représailles ou d'attentats ! Et il prétendait que les librairies françaises du Québec censuraient ses livres, refusant de les vendre. Après vérification, cela s'était révélé faux bien sûr !

Tout compte fait, ce fut un grand écrivain, le plus décoré du Canada à l'étranger. Mais comme il n'était pas politiquement correct et qu'il s'était fait des ennemis dans les cercles bien-pensants de Montréal et de Toronto, dans les trois langues anglaise, française et yiddish, il n'eut pas droit à autant de célébrité que les Margaret Atwood ou les Marie Laberge.

Il nous manquera. Comme Pierre Bourgault un jour manquera aux Canadiens anglais. Mais lui, au moins, j'aurai une chance de le rencontrer. En enfer ou ailleurs...

DÉMISSION

Suite de la Une

de quelque 500 000 dollars, une participation à la période des questions et une présence dans les divers comités parlementaires, sans compter les voyages et les missions à l'étranger à l'invitation du gouvernement.

M. Clark a de son côté utilisé à bon escient ses deux questions quotidiennes aux Communes pour voler la vedette à M. Day, au cours de la dernière session. Les conservateurs ont ainsi presque doublé leur popularité, selon les sondages, tandis que les ap-

« Je ne crois pas qu'il ait l'étoffe » pour jouer le rôle d'un chef de parti.

puis de l'Alliance canadienne ont fondu comme neige au soleil ces derniers mois.

M. Clark reconnaît toutefois que malgré les nombreux contacts entre les députés des deux partis, l'heure n'est pas encore au regroupement. Lui-même ne s'attend pas à ce que les alliancistes dissidents rejoignent son propre parti, bien que l'éventualité d'une reconnaissance d'un nouveau groupe parlementaire — une troisième formation de droite —, l'embête au plus haut point.

M^{me} Grey avait échappé au couperet une première fois le mois dernier en critiquant fortement son chef, mais sans jamais prononcer le mot « magique » de démission.

Mais hier, la députée d'Edmonton-Nord a fermé toutes les portes en affirmant que : « Je ne crois pas qu'il (M. Day) ait l'étoffe » pour jouer le rôle de chef de parti et en l'invitant à démissionner sans attendre le congrès.

Elle a précisé qu'elle avait tenté de régler le problème à huis clos mais que « tout débat, discussion ou désaccord n'était tout simplement pas permis ».

La décision de M^{me} Grey survient, comme elle l'a elle-même noté en conférence de presse, presque un an jour pour jour après l'élection de M. Day à la tête de l'Alliance.

Elle marque également la vie politique par son caractère hautement symbolique : Deborah Grey a été la première élue du Reform Party — prédécesseur de l'Alliance canadienne — au Parlement fédéral, en 1989, et siégea seule pendant quatre ans, jusqu'aux élections générales de 1993.

La députée était l'un des piliers de son parti sous le règne de l'ancien chef Preston Manning, qu'elle avait appuyé lors de la course à la direction de la nouvelle formation, l'an dernier. Son style direct l'a rendue très populaire parmi l'électorat de sa province et les militants de sa formation.

CINÉMA

Suite de la Une

sortis en salles à Québec, poursuit M. Savoy. *Billy Elliot*, par exemple, *Girlfight*, *Titus*, *Croupier*, le film suédois *Fucking Amal*, le premier film de Björk. »

La programmation de cette nouvelle salle, qui sera située au fond de l'établissement, compte balayer plus large en ouvrant son écran à des mini-rétrospectives ou à des films plus marginaux, comme ceux destinés au public gai.

Pour l'instant, Michel Savoy jongle avec la façon de réaménager son club vidéo et ses 20 000 cassettes pour mener son projet à bien. Il procédera ensuite à l'achat du projecteur numérique, dont le coût varie entre 50 000 \$ et 125 000 \$. « Idéalement, j'aimerais ouvrir à l'automne », mentionne-t-il, sans dévoiler un échéancier précis.

M. Savoy se lance dans cette aventure animé par la seule conviction qu'il existe un marché pour son projet. Aucune étude économique des habitudes des cinéphiles de Québec n'a été effectuée au préalable.

« On n'a que notre cœur comme étude de marché », plaide-t-il.

Surnommé « Le fantôme du cinéma Cartier », Michel Savoy a travaillé à cet endroit de 1979 jusqu'à la fermeture de l'établissement, le 29 mars 1987. Il y a été successivement préposé aux guichets, gérant et responsable de la programmation. Chez Ciné Vidéo Club, il est à la tête de l'établissement de Québec offrant le plus vaste choix en matière de films français et étrangers.



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Michel Savoy devant sa future salle, avenue Cartier.

CONTEMPORAINE

CAMI RAYURE BONBON

Une exclusivité Simons, un tee-shirt sans manches, belle encolure bateau croisée sur l'épaule. Fin tricot de coton ultra-stretch. 5 combinaisons de coloris mode. P.m.g.tg.

14.99

JUPE BRODÉE ARABESQUES SATIN

Une jupe en coton très raffinée avec fils de satin en relief qui courent partout en formant des arabesques de feuilles stylisées. Bande de taille en contraste. Rouge ou kaki. P.m.g.tg.

49.95
Rég. 65.00*

S O L D E

M O D E

S O L E I L

BLOUSE MINI POIS

Une blouse manches courtes, col tailleur, en polyester fluide, coupée spécialement pour Simons. Petits pois blancs sur fond marine.

29.95
Rég. 65.00*

CAMI BLOC LISÉRÉE EN NOIR

Une essentielle pour l'été, tricot coton et acrylique, facile d'entretien qui garde sa forme et sa belle apparence. Tons dominants de vert, bleu, orange. M.g.tg.

19.99
Rég. 29.95*

la maison **simons**

VALEURS MODE EXCLUSIVES, PRIX EXCEPTIONNELS

GARANTIE DE QUALITÉ SIMONS DANS TOUS NOS RAYONS

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 STE-CATHERINE OUEST • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

Une augmentation de 33 %

Plus de détenus retournent en prison pour bris de condition

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le nombre de détenus provinciaux réincarcérés pour avoir manqué à leurs conditions de libération conditionnelle a crû du tiers au Québec en cinq ans. Pendant la même période, le nombre de personnes ayant dû reprendre le chemin de la prison à la suite d'une récidive a baissé dans une proportion de près de 15%.

Les plus récentes statistiques de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) font état d'un

Par contre, le taux de récidive a baissé de près de 15%

«taux de réussite» de 92,4% en 2000-2001. Conformément à la nouvelle définition établie depuis quatre ans, ce taux inclut toutefois les personnes qui ont man-

qué à leurs conditions, ce qui a pour effet d'améliorer sensiblement les résultats.

En vertu de l'ancienne définition, il faudrait plutôt parler d'un taux de réussite de 72%.

RAPPORT ANNUEL

La CQLC a autorité sur les détenus provinciaux, condamnés à des peines de moins de deux ans de prison. C'est elle qui a le pouvoir d'accorder ou non une libération conditionnelle, et de la révoquer si le détenu récidive ou contrevient à l'une des conditions qui lui sont imposées.

Son plus récent rapport, qui vient tout juste d'être publié, porte sur les années 1999-2000 et 2000-2001, car il n'avait pas paru l'année dernière.

Il fait état d'un taux de récidive, pour la dernière année, de 7,6%, soit exactement la moyenne des cinq dernières années. Il était de 8,9% il y a cinq ans, ce qui signifie une baisse de 14,6%.

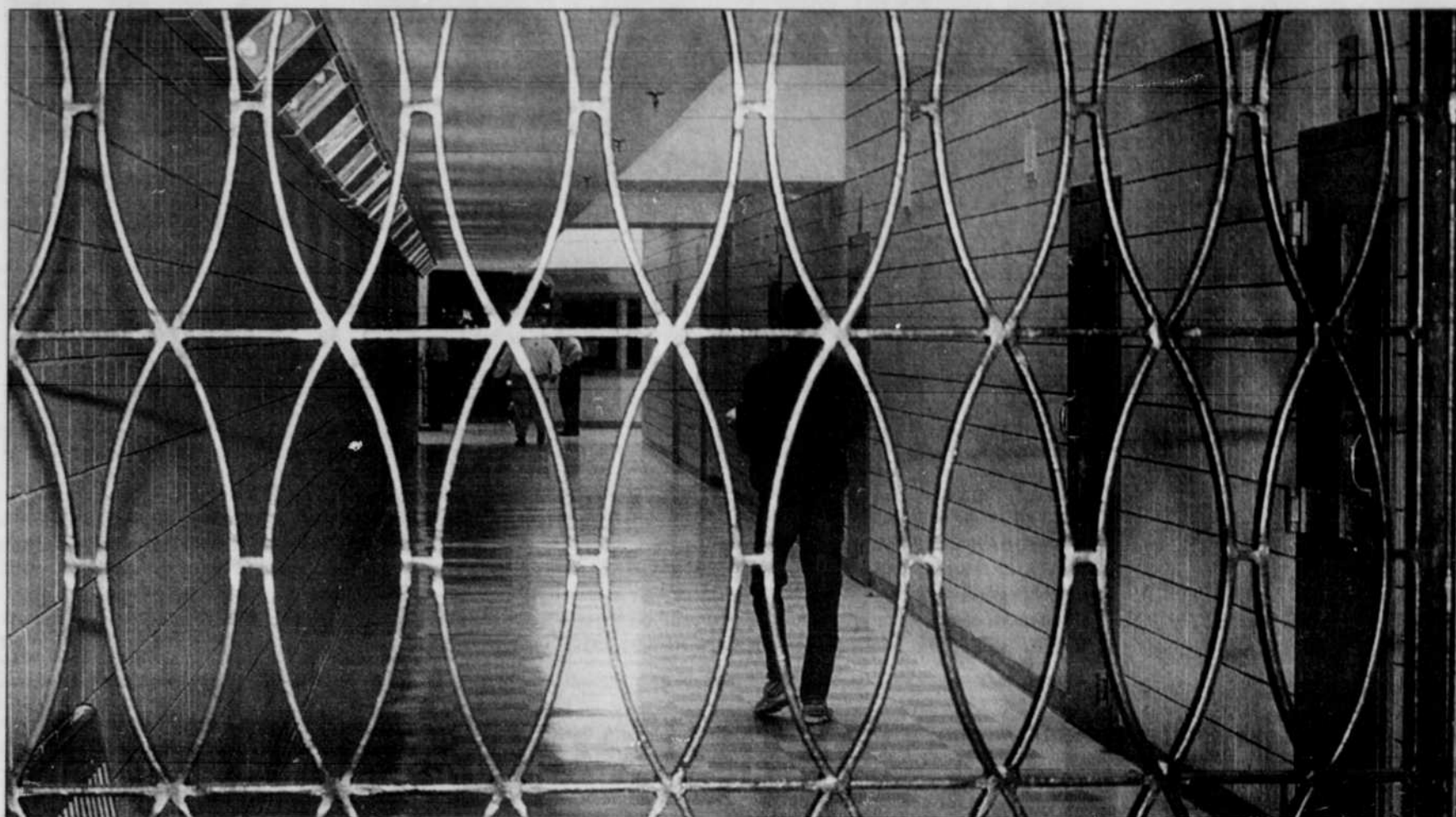
Pendant ce temps, le taux de révocation pour bris de condition passait de 15,4% à 20,4%, soit une hausse de 32,46%. La moyenne des cinq dernières années est de 17,4%.

Pour la CQLC, «il s'agit là d'un indicateur reflétant notamment une bonne qualité de la surveillance des personnes en libération conditionnelle».

Lorsque l'organisme constate un manquement aux conditions ou une récidive, il doit en effet réincarcérer le détenu.

CHANGEMENT DE DÉFINITION

Depuis quatre ans, la CQLC a changé sa définition du «taux de réussite



En cinq ans, le nombre de détenus réincarcérés dans les prisons québécoises pour avoir manqué aux conditions de libération conditionnelle a crû du tiers.

en libération conditionnelle». Ce changement est intervenu après l'arrivée de l'actuelle présidente, M^{me} Isabelle Demers.

Ainsi, jusqu'en 1996-1997, la Commission estimait que «la libération conditionnelle est une réussite lorsqu'il n'y a pas de bris de condition ou de récidive avant son expiration légale».

Mais depuis 1997-1998, le taux de réussite est défini «lorsque la période de surveillance est achevée sans la perpétration d'une nouvelle infraction, à savoir aucune récidive avant l'expiration légale de la sentence».

Autrement dit, les détenus qui manquent à leur condition de liberté et sont réincarcérés pour cette raison figurent maintenant dans la statistique globale de réussite.

Cette définition du succès ne fait pas l'unanimité.

Pour Guy Lemire, un criminologue qui dirigeait jusqu'à tout récemment l'École de criminologie du Québec, il s'agit même d'un «non-sens».

Il juge effarant que les bris de condition soient comptabilisés avec les succès, sous prétexte qu'il n'y a pas eu commission de nouveau délit. «On joue sur les mots», dit-il.

En coulisses, d'autres personnes travaillant dans le milieu confient le même malaise.

Pour l'un, le bris de condition peut constituer un indice important de désorganisation. Le détenu qui arrête de se rapporter à son agent, qui interromp sa thérapie pour déviance

sexuelle, qui consomme drogues ou alcool malgré l'interdiction qui lui est imposée ne constitue certes pas un modèle de réussite, dit-il. Il faut en outre noter que les statistiques ne

tiennent compte que des cas connus. Un certain nombre d'échecs échappent donc au système, pour la simple et bonne raison qu'ils ne sont jamais découverts.

Les diverses organisations de la justice pourront enfin se parler

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec annoncera aujourd'hui l'octroi d'une somme de 6,3 millions \$ pour la réalisation d'une analyse préliminaire en vue de bâtir un système intégré d'information dans le milieu de la justice. La réalisation complète de ce projet pourrait être concrétisée dans cinq ans, au coût de 157 millions \$, selon les estimations actuelles.

Le projet est soutenu par les ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux. Il verra les policiers, les avocats de la Couronne et de la défense, le personnel des tribunaux, des services de protection de la jeunesse, des libérations conditionnelles, des services correctionnels, etc.

Le SILJ, pour Système intégré d'information de justice, permettra à toutes ces personnes de consulter les informations colligées par les autres organisations, ce qui se fait difficilement à l'heure actuelle, chaque système étant indépendant.

Le cas de Mario Bastien, qui vient d'être condamné pour le meurtre du jeune Alexandre Livernoche, a illustré cruellement ce problème de difficulté dans les communications.

Des informations importantes n'étaient pas accessibles à la Commission québécoise des libérations conditionnelles au moment où celle-ci en aurait eu besoin.

À l'ère de l'informatique, le papier est encore un support privilégié à maints endroits.

La situation frôle parfois le folklore, indiquait en mai un responsable du projet SILJ, lors d'une conférence prononcée au congrès de la Société de criminologie du Québec.

Il arrive par exemple, disait-il, qu'un directeur de prison ne puisse avoir accès au rapport d'un agent de probation, qui travaille pourtant pour la même organisation.

Où encore, des dossiers de détenus se promènent d'une région à l'autre simplement pour qu'un autre service s'en fasse une copie. Dans certains cas, il y a eu des discussions pendant un an et demi pour savoir qui paierait les photocopies!

Dans une première étude d'opportunité déposée en mars, un comité établissait que «l'information constitue un instrument de travail privilégié. (...) (Or), la disponibilité de celle-ci est actuellement compromise par l'absence de moyens d'échange efficaces et systématiques».

Six des 26 systèmes actuels d'information répertoriés ont même été jugés «désuets ou incomplets».

Le projet SILJ ne vise pas à construire de nouvelles banques de données, ni à donner des accès à ceux qui n'y ont pas déjà droit. Éventuellement, il pourrait par contre permettre aux citoyens de transiger directement avec les organisations, dans les domaines comme les petites créances ou la médiation familiale.

La CSN luttera contre McDo dans les écoles

MONTREAL (PC) — La CSN entend profiter du battage médiatique qui entoure la syndicalisation des restaurants McDonald's pour sensibiliser les jeunes au droit du travail à l'heure de la mondialisation. Dès l'automne, des militants syndicaux pourraient visiter les écoles secondaires et les cégeps de la province pour rencontrer la main-d'œuvre potentielle des McDonald's et lui faire connaître ses droits, de même que les ressources à sa disposition.

Cette campagne pour le moins originale constitue l'un des moyens de

pression retenus par la centrale syndicale pour dénoncer «l'antisindicalisme primaire» de la chaîne de restauration rapide.

«Plusieurs sondages indiquent que les jeunes croient au syndicalisme et trouvent ça important. Mais c'est très difficile. L'expérience des McDonald's peut avoir un effet très décourageant, c'est pour ça qu'on veut aller rencontrer les jeunes dans

leur milieu», a expliqué le président de la CSN, Marc Laviolette.

L'annonce d'hier fait suite à la fermeture définitive du McDonald's syndiqué de la rue Peel, le 22 juin dernier.

«McDonald et Michel Marchand — le propriétaire de l'établissement — sont l'exemple même des multinationales et des hommes d'affaires qui se moquent des droits démocratiques des travailleurs

et méprisent la souveraineté des pays en ne respectant pas leurs lois», a déclaré le président de la CSN, Marc Laviolette.

Il a aussi réclamé pour une énième fois la tenue d'une enquête publique pour déterminer les motifs réels de la fermeture, attribuée à une hausse de loyer substantielle. «Personne au Québec ne croit à cette raison-là!» a-t-il affirmé.

Selon M. Laviolette, il n'est pas dans l'intention de la CSN de baisser les bras devant l'antisindicalisme. La

centrale a d'ailleurs déposé plusieurs plaintes en vertu du Code du travail du Québec contre la multinationale et le franchisé lui-même. On prévoit aussi une manifestation pour marquer le premier anniversaire du dépôt de la requête en accréditation syndicale des employés du McDonald's de la rue Peel, le 2 août.

La CSN évite toutefois de lancer un appel au boycottage, mais croit que le public pourrait éviter les trois restaurants appartenant à Michel Marchand.

Dès l'automne, des militants syndicaux visiteront écoles secondaires et cégeps

La Super Francofête
www.jeux2001.ca

Un mois de festivités dans la région!

Ottawa - Hull 24 juin au 24 juillet 2001

Jeux de la Francophonie
OTTAWA-HULL CANADA 2001

14 au 24 juillet 2001

MOI, J'Y VAIS POUR LES FESTIVITÉS DE LA SUPER FRANCOFÊTE, DU 24 JUIN AU 24 JUILLET!

À ne pas manquer

- 7 juillet, 21 h : La Francophonie chante Plamondon (gratuit)
- 12 au 24 juillet, 11 h à 23 h : les Fêtes Gourmandes internationales SAQ et le Pont des Arts Desjardins

POUR INFORMATION

1 866 741-5505 (sans frais)
www.jeux2001.ca

DISTRICT 36

Jean-Paul Marchand affrontera Loranger

ROBERT FLEURY
RFleury@lesoleil.com

L'ANCIENNE-LORETTE — Jean-Paul L'Allier vient de trouver un adversaire de taille dans le district 36 pour affronter le maire Émile Loranger dans son château fort de L'Ancienne-Lorette. Il s'agit de l'ex-député du Bloc québécois de Québec-Est, Jean-Paul Marchand.

Défait par 650 voix seulement par le libéral Jean-Guy Carignan à la suite de la campagne antifusion des maires Émile Loranger et Robert Cardinal l'automne dernier, M. Marchand trouve ainsi l'occasion de prendre sa revanche sur celui qu'il considère comme le premier responsable de sa défaite.

« C'est de la vieille histoire. J'ai tourné la page là-dessus. Ce qui m'intéresse maintenant, c'est ce beau projet qu'est la nouvelle ville. Il faut être tourné vers l'avenir, pas être branché sur le passé », dit M. Marchand en faisant allusion à son adversaire Émile Loranger et à son chef, Andrée Boucher.

Jean-Paul Marchand n'a pas renoncé définitivement au fédéral s'il arrivait que le député Carignan quitte son poste. Ce dernier attend son procès pour délit de fuite.

« Si je suis élu conseiller, je vais rester. Actuellement, j'avoue être très stimulé par la nouvelle ville et je veux bien représenter L'Ancienne-Lorette », dit celui qui a déjà été candidat à la mairie de la ville de... Penetanguishene en Ontario, une ville d'où proviennent les Hurons-Wendat.

Détenteur d'un doctorat en philosophie d'une université new-yorkaise, M. Marchand a été professeur à Laval avant d'être élu député du Bloc à deux reprises. Il est maintenant lobbyiste et poursuit la rédaction d'un livre.

« Je reconnais qu'affronter Émile Loranger sera un défi de taille », avoue M. Marchand. M. Loranger avait été élu sans opposition en 1999.

« Il a fait plusieurs erreurs dans sa précipitation à construire la piscine. Plus de 800 personnes veulent qu'on reporte la construction. Il a admis avoir trompé la population. Je ne comprends pas qu'il n'ait pu s'entendre avec M^{me} Boucher pour une seule piscine. Ils sont pourtant membres de la même formation politique », dit M. Marchand.

Une campagne qui ne manquera sûrement pas d'intérêt.

EN BREF

Vers une fusion forcée

■ SAINT-JOSEPH — La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, décrètera bientôt la fusion autour de l'agglomération de Saint-Georges de Beauce. De passage en Beauce, ces jours derniers, M^{me} Harel a signifié lors d'une rencontre se déroulant avec les maires des municipalités concernées, à savoir Roger Carette (Saint-Georges), Ovide Poulin (Aubert Gallion), Gérard Veilleux (paroisse de Saint-Georges) et Serge Veilleux (Saint-Jean-de-la-Lande), qu'il y aura fusion. À la suite du dépôt du rapport de Luc Dumont, la ministre Harel a demandé aux maires de chercher et de trouver un terrain d'entente afin d'en arriver à un projet de fusion négociée, et ce, sur une base volontaire. Si les maires échouaient dans leurs tractations, Louise Harel serait alors dans l'obligation de décréter une fusion « forcée ». La date butoir a été fixée, au plus tard, au 15 août. L.D.

Atterrissage sur le nez



Un petit appareil bimoteur de l'Institut aéronautique de la Capitale a fait un atterrissage sur le nez, hier matin, à l'aéroport Jean-Lesage, lorsque la roue avant de l'appareil est demeurée bloquée. L'élève pilote de 18 ans et l'instructeur qui se trouvaient à bord n'ont pas été blessés. L'incident aurait été causé par une défectuosité technique. Les témoins lumineux indiquant que toutes les roues étaient déployées et verrouillées étaient tous allumés, selon l'instructeur. Il s'agirait du même appareil qui avait été impliqué dans un accident semblable, l'automne dernier, mais cette fois en raison d'une erreur humaine. Le pilote, un militaire grec qui participait à un entraînement, avait alors omis de sortir ses roues. C.S.

Loranger n'en appellera pas

ROBERT FLEURY
RFleury@lesoleil.com

L'ANCIENNE-LORETTE — Émile Loranger tourne la page. Même si la disparition de L'Ancienne-Lorette ne fait pas son affaire, il renonce à en appeler du jugement de Maurice Lagacé de la Cour supérieure.

Le juge a refusé la semaine dernière de se rendre aux arguments de la municipalité à l'effet que les fusions forcées étaient discriminatoires envers les citoyens de villes fusionnées quand on comparait leur situation avec celle des citoyens de villes non fusionnées.

« C'était un peu une victoire morale. Le juge a parlé de discrimination, mais il n'a pas dit que ça contrevient à la charte des droits. Si je n'étais pas en élections, j'irais en appel », dit M. Loranger. « On n'y va pas malgré la recommandation de notre avocat. Ça n'aurait pas coûté tellement cher, car il nous faisait un deal, mais trop, c'est comme pas assez. Toronto a perdu, Ottawa-Carleton a perdu, et je pense qu'avant

que ça ressemble à du harcèlement, il faut savoir s'arrêter », commente le maire Loranger.

Hier soir, il rencontrait les membres de son conseil, à huis clos, pour en discuter. « On est allé aussi loin que l'on pouvait et les citoyens de L'Ancienne-Lorette appuyaient notre démarche. Maintenant il faut passer à autre chose. La campagne électorale commence et je veux jouer le jeu de la ville nouvelle pour y minimiser les dégâts. Je vais y aller pour bâtir », ajoute-t-il.

Le maire aurait imité les villes de banlieue de l'île de Montréal en portant le jugement en appel si d'autres municipalités de la région de Québec avaient participé à la contestation de la loi 170. « J'étais tout seul », rappelle-t-il, un peu déçu. Tout seul à se battre et à en assumer les frais.

Il faut dire que L'Ancienne-Lorette a englouti environ 225 000 \$ en frais juridiques pour défendre l'existence de sa municipalité, l'une des moins endettées au Québec. Elle s'était constitué un fonds en fiducie de 500 000 \$ pour sa défense.

L'Allier contre-attaque Boucher

« Avoir 72 % du logement social, est-ce ça, du gaspillage ? »

ROBERT FLEURY
RFleury@lesoleil.com

QUÉBEC — Les assemblées de conseil prennent de plus en plus une saveur électorale à Québec. Hier soir, les partisans de M^{me} Boucher et les fidèles de Jean-Paul L'Allier se sont échangés quelques coups de gueule par partis interposés, question de se faire les dents. Mais la principale attaque est venue du maire en traçant un bilan de la politique de Québec concernant le logement social.

« C'est peut-être ça du gaspillage, vivre au-dessus de ses moyens, que de dépenser plus que notre part pour le logement social ! Pour que 10 500 familles disposent d'un logement décent à prix modique pendant que les trois villes de Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy n'en ont que 3055 alors qu'elles représentent 42 % de la population de la région, alors que celle de Québec n'est que de 33 % ».

Le maire L'Allier s'est engagé à aller de l'avant avec la politique d'habitation et de logements à loyers modiques élaborée par la Ville de Québec alors que « d'autres disent que ce n'est pas la responsabilité des Villes ».

« C'est irresponsable qu'on puisse avancer avec une politique à la va-comme-je-te-pousse », dit-il, blâmant M^{me}

Boucher de vouloir gérer Québec « comme elle a géré Sainte-Foy, en fournissant 3,6 % de l'effort régional pour le logement social alors qu'elle compte 14 % de sa population ». Il a rappelé que Québec avait fourni 73 % de l'effort régional pendant ce temps.

Le chef de l'opposition, Gérard Poirier, qui n'a toujours pas annoncé s'il se rangera dans l'équipe Boucher ou L'Allier, a bien tenté de savoir s'il ne fallait pas plutôt en blâmer les gouvernements du Canada et du Québec pour s'être désengagés vis-à-vis de la construction de logements à loyer modique, mais il a bien pris garde de prendre la défense de M^{me} Boucher et les supporters de la mairesse sont aussi restés silencieux.

Cette fois, ce sont les conseillers Claude Cantin et Claude Larose qui en ont remis.

« Le Québec a été la seule province avec la Colombie-Britannique à continuer de financer le logement social depuis 1992. Les Villes qui veulent s'impliquer par les programmes existants le peuvent. Ce n'est pas vrai que ça ne regarde pas les municipalités », dit M. Cantin.

« Deux millions \$ sur un budget de 350 millions \$, ce n'est pas la mer à boire. Ce n'est pas comme ça qu'on va tomber dans la dèche. Et ça permet de

maintenir un parc de 10 000 logements de qualité », ajoute-t-il. Comparativement, le budget de logements sociaux de Sainte-Foy n'est que de ... 100 000 \$ sur un budget de plus de 100 millions \$ par an.

« Le Québec a mis un fonds de 50 millions \$ pour créer des logements coopératifs, pour des organismes sans but lucratif. Nous sommes allés chercher notre part, mais c'est vrai qu'il fallait y mettre nous-mêmes 20 % des coûts. Et il est resté des fonds, car des Villes de la région ne sont pas allées les chercher. On va aller chercher la part que Charlesbourg, Beauport et Sainte-Foy ne veulent pas », lance à son tour Claude Larose.

« Ainsi, la Ville de Québec a pu construire 75 logements coopératifs par année depuis cinq ans. Cette année, on devrait en faire 200 », lance à son tour Claude Larose. La ville compte en effet un parc de 1170 logements coopératifs alors que les autres villes de la CUQ n'en ont pas.

« Avoir des logements sociaux, ce n'est pas seulement une dépense pour une ville même s'il faut y fournir 10 % des frais d'exploitation. C'est un investissement aussi qui rapporte des taxes. Comme municipalité, nous avons intérêt à faire ça », de conclure le maire L'Allier.

Plus de 4500 carpes mortes

Un virus peut-être en cause

MÉLANIE SAINT-HILAIRE
MSHilaire@lesoleil.com

QUÉBEC — Les carpes du fleuve Saint-Laurent, qui meurent d'un mal mystérieux depuis quelques jours, pourraient souffrir d'une maladie virale.

C'est ce qu'a révélé l'autopsie d'un poisson capturé récemment dans l'archipel de Berthier-Sorel. Le spécimen souffrait de dermatite, ont indiqué les spécialistes du laboratoire de pathologie animale de Saint-Hyacinthe. Cette affection de la peau, bénigne en soi, pourrait être le symptôme d'une maladie plus grave, qu'on n'a pas encore réussi à identifier.

« Nous sommes en train de faire des cultures de marées pour détecter les éventuels virus et bactéries », expliquait hier Guy Trecia, biologiste à la Société de la faune et des parcs du Québec.

Depuis quelques jours, le fleuve charrie des milliers de carcasses de carpes

Le fleuve charrie des milliers de carcasses de carpes

allemandes entre Montréal et Québec. « On a déjà ramassé plus de 4500 carpes mortes, affirme Claude Bouchard, coordonnateur des mesures d'urgence à Environnement Québec. Et les opérations de nettoyage vont se poursuivre demain. » Complètement débordé, Environnement Québec compte demander aux municipalités de l'aider à disposer des carcasses.

« Le problème semble particulièrement sévère dans l'archipel de Berthier-Sorel », précise Guy Trecia, qui participait hier à une conférence des régions de l'amont du fleuve (Montréal, Trois-Rivières, Québec) sur la stratégie à adopter pour endiguer la catastrophe.

Samedi et dimanche, la Société de la faune a capturé six spécimens dans la région de Québec, près de Cap-Santé. Elle les a acheminés hier au laboratoire de pathologie animale de Saint-Hyacinthe et au laboratoire du ministère de l'Agriculture à l'Assomption. Les résultats seront divulgués jeudi au plus tôt.

Guy Trecia écarte toujours l'hypothèse selon laquelle les carpes seraient mortes à cause d'un déversement de matière toxique dans le fleuve. « C'est l'hypothèse la plus improbable », dit-il.

Si les poissons sont réellement atteints d'un virus, comme les biologistes le soupçonnent, cela pourrait accréditer la thèse que les pauvres bêtes ont souffert de la canicule. « Un poisson dans des conditions de stress est plus sujet à déclarer des maladies », rappelle Guy Trecia.

Chez les pêcheurs, cette hécatombe des carpes suscite des réactions diverses. Normand Pagé, résidant de Saint-Nicolas, y voit une invitation à se souvenir de la devise latine... *carpe diem*. « C'est plaisant de pêcher dans le fleuve, mais au rythme où les poissons meurent, il faut se dépêcher de vivre ça ! Déjà le 20 juin, j'ai vu une dizaine de poissons morts. Des carpes, des dorés, un esturgeon, et même une anguille d'un mètre. Des gros poissons de six ou sept livres. Je suis sûr que quelqu'un a dormi du toxique dans le fleuve. »

Mais Sébastien Lord, qui guide depuis cinq ans des expéditions de pêche sur le fleuve, ne trouve pas que la situation est pire cette année que les autres. « Des carpes qui meurent, j'en vois tous les ans. Cette année, il y a en peut-être un peu plus que d'habitude. Mais j'ai pêché cette saison une énorme carpe allemande : je l'ai fait fumer, je l'ai mangée, et je n'en suis pas mort ! »

Nous sommes clairement en situation de crise écologique, affirme pour sa part Guy Trecia. « Il est encore trop tôt pour dire si la crise s'atténue, dit Claude Bouchard. Mais au moins, elle ne semble pas s'aggraver. »

Festival d'été de Québec
www.infestival.com
5 au 15 juillet 2001

Je, tu, ils... nous allument!

Le macaron du Festival, seulement 8 \$

SHANNON Eggleton confirme la mise du fédéral

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

QUÉBEC — Si tout va comme prévu, les quelque 80 citoyens touchés par la contamination de l'eau à Shannon boiront cet automne l'eau « conforme » de la base militaire Valcartier. Mais, du côté des principaux intéressés, cette solution temporaire est loin d'être rassurante.

Le ministre de la Défense nationale, Art Eggleton, était à Shannon hier pour la première fois depuis l'éclatement du scandale de l'eau contaminée au trichloréthylène (TCE), un solvant cancérigène. Le ministre a rencontré le maire de la municipalité, Clive Kiley, a visité la ville et fait le tour des puits d'observation (piézomètres) forés afin d'identifier la source du mal. Il s'est également rendu chez SNC Technologies.

Il a aussi confirmé l'engagement de son ministère de dégager la somme de 3,5 millions \$ pour relier au réseau de la base militaire les quelque 80 résidences aux prises avec des concentrations trop élevées de TCE.

Les citoyens ne veulent pas de l'eau de la base militaire

Toutefois, il n'a pas voulu s'engager à allonger les trois dizaines de millions \$ que nécessiterait un nouveau réseau d'aqueduc pour la ville de Shannon.

« Rien n'a changé. Ces 3,5 millions \$ ne représentent qu'une solution à court terme. Nous avons besoin de plus d'informations avant d'engager d'autres sommes », a indiqué le ministre au cours d'un point de presse convoqué hier après-midi à la base militaire.

« Nous pensons qu'il n'existe pas d'eau non contaminée sur la base. Nous avons fait une demande pour de l'eau en bouteille parce que nous ne faisons pas confiance à cette eau-là. Un niveau de 50 (mcg/l de TCE, la norme canadienne), pour nous, c'est de la contamination. Notre norme, c'est zéro », rappelle Marie-Paule Spieser, présidente du Regroupement des citoyens de Shannon.

M^{me} Spieser a participé — en compagnie de M^{me} Kiley et Eggleton — à une petite visite en autobus des lagunes de la compagnie SNC, où l'on traite maintenant l'eau contaminée au TCE. « C'était assez impressionnant. Il y avait des barbelés partout. On se serait cru dans un camp de concentration », compare M^{me} Spieser.

Le maire, lui, se dit satisfait de la réponse d'Ottawa, même s'il aurait souhaité que le gouvernement s'engage à dépenser davantage. « On attend le OK du Conseil du trésor au cours du mois de juillet. Nos plans et devis sont presque prêts, il ne manque que l'argent pour aller de l'avant », précise M. Kiley. L'échéancier prévoit le début des travaux pour la mi-août et leur aboutissement un mois plus tard.

RÉSULTATS ATTENDUS

Avant d'aller plus avant dans le dossier, le ministère de la Défense attend d'avoir les résultats de la campagne intensive de forage qu'il a entreprise au coût de 2,5 millions \$ et qui devrait se terminer vers la mi-septembre. Les conclusions pourraient être tirées dès cet automne, après quoi le fédéral décidera de la marche à suivre. Cette opération devrait permettre d'identifier la source de la contamination et la vitesse à laquelle elle se propage.

Le maire, lui, se formalise peu de connaître la source du problème. « Je ne m'inquiète pas de savoir qui est responsable de la contamination, mais du fait que les gens boivent de l'eau qui ne présente aucun danger », a-t-il résumé.

Les résultats de l'étude seront déterminants pour le ministère de la Défense, étant donné que la base militaire de Valcartier est montrée du doigt depuis le début de l'affaire. Hier, M. Eggleton n'a pas voulu présenter d'excuses. Il s'est contenté de rappeler que son ministère avait toujours fait preuve d'ouverture dans le dossier, tout en se gardant de préciser s'il avait ou non informé les instances concernées dès qu'il avait été mis au parfum du problème de contamination de la nappe phréatique.

La capitale euphorique

L'ex-journaliste du SOLEIL Monique Duval reçoit la médaille de Québec lors du 393^e anniversaire de la ville

MÉLANIE SAINT-HILAIRE
MSHilaire@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Québec a célébré ses 393 ans dans l'euphorie. Un gros millier de personnes assistaient à son pique-nique d'anniversaire, hier, dans le quartier Saint-Roch. La rue Saint-Joseph, fermée à la circulation, grouillait de convives affamés, monsieur le maire coupait le gâteau, les restaurateurs faisaient des affaires d'or, et c'était la fête comme on ne l'avait pas connue depuis des lunes.

Les conseillers municipaux, le curé Dufour, la ministre Maltais... tous les chantres de Québec y étaient. Une seule personne manquait à l'appel : Monique Duval, ex-journaliste du SOLEIL. La pimpante septuagénaire était en train de se pomponner pour une cérémonie à l'hôtel de ville, où le maire Jean-Paul L'Allier lui a remis hier la médaille de Québec en reconnaissance de sa contribution au rayonnement de la ville.

Ex-journaliste? « Je ne suis pas une ex-journaliste! proteste-t-elle. La retraite ne met pas fin à la carrière d'une journaliste. Je suis toujours aussi curieuse et ouverte sur le monde. Et puis je continue à écrire pour des associations. »

Reporter pendant 35 ans, Monique Duval s'est taillée une réputation par ses reportages sur l'histoire et le patrimoine québécois. Elle en a écrit plus de 2000, jure-t-elle, durant les 20 ans où elle a couvert ce domaine pour LE SOLEIL.

Parmi eux, une très populaire série d'articles qui reconstruisait l'histoire de Québec à partir du nom de ses rues. Fascinée par le passé, elle continue à écrire des textes pour la Société historique de Québec, dont elle est une fidèle membre.

C'est cet intérêt pour son pays qui lui vaut maintenant de joindre le club sélect des médaillés de Québec, qui comprend entre autres la féministe Francoise Gamache-Stanton et Gérard Thibault, pionnier du spectacle de cabaret dans la Capitale.

Aujourd'hui, Monique Duval vit dans un appartement de la Grande Allée rempli de tableaux, de livres et d'archives. Sur ses étagères s'alignent les volumes du Dictionnaire biographique du Canada et les ouvrages de l'historien Pierre-George Roy. Et des recueils de ses propres articles.

« J'ai eu une carrière fascinante. Je n'ai jamais connu la routine », dit-elle, les yeux brillants. Tout le contraire du destin que lui préparait son papa, qui aurait voulu en faire une petite fée du foyer. Notaire de métier, Arthur Duval se passionnait pour l'histoire et la littérature. Mais il était aussi un homme de son époque : l'instruction, c'était pour les garçons, et l'esprit créatif des filles ne devait pas dépasser le cadre de leur tambour à broder.

En 1954, Monique, qui a déjà la vingtaine avancée, se met en tête d'exercer un métier. Seulement, lequel choisir? Elle aime les livres et voudrait bien devenir bibliothécaire, mais le diplôme lui manque... C'est sa mère — « une femme d'avant-garde », dit-elle — qui lui donne l'idée d'aller cogner à la porte du SOLEIL.

« Le journalisme, ce n'est peut-être pas le plus vieux métier du monde, mais c'est certainement le plus beau! » s'exclame-t-elle aujourd'hui. Comme presque toutes les femmes journalistes de son époque, elle entre dans la salle de rédaction par la porte de côté : les pages féminines. « Je couvrais la gastronomie, la mode, la décoration... Je faisais beaucoup d'entre-



Monique Duval



Les Québécois ont eu droit à un spectacle historique devant l'église Saint-Roch.

vues, j'adorais ça », dit-elle, sans fausse honte.

Au début des années 60, elle écrit sur la vie culturelle et mondaine de Québec. Née dans un milieu fortuné, elle évolue avec une telle aisance dans la « bonne société » que ses collègues, moqueurs, la surnomment « la comtesse ». « La comtesse? Vous voulez dire la duchesse! Je suis une grosse bourgeoise », admet-elle, droite comme un I, le sourire aux lèvres.

En 1968, elle commence à écrire sur le patrimoine de Québec et lance sa chronique « Hier et aujourd'hui ». Les petits politiciens de l'époque ont beau la rebaptiser « Hier et avant-hier », elle ne se laisse pas démonter. « Le patrimoine, c'est sacré », dit-elle. Le temps lui donnera raison. En 1984, son travail de vulgarisation historique lui vaudra d'être reçue membre de l'Ordre du Canada.

C'est sa maman qui serait fière aujourd'hui. Son papa aussi. Arthur Duval s'est réconcilié avec la vocation de sa fille lorsqu'il a vu sa signature en haut d'une entrevue avec l'auteur Gabriel Roy. En signe de reconnaissance, il lui avait même offert une machine à

écrire... « J'ai eu des épreuves d'amour et de santé, mais ma carrière a bien marché », dit la journaliste.

L'ÉCRITURE TOUJOURS

Aujourd'hui, Monique Duval partage sa vie entre Balzac et Mozart — « mes deux grands hommes! » —, joue au bridge et continue à écrire.

Sur la toponymie, par exemple. C'est son pécché mignon. « Les noms des rues, ça fait partie de notre patrimoine. Je ne me console pas qu'on ait rebaptisé le boulevard Saint-Cyrille en René-Lévesque. Cyrille Kirouac était le père du frère Marie-Victorin : c'est un personnage de notre histoire! Il me semble qu'on aurait pu honorer René Lévesque d'une autre manière. »

Malgré son amour pour sa ville natale, « l'une des plus belles du monde », Monique Duval n'a pas assisté au spectacle de clôture du 393^e anniversaire de Québec. Présenté sur le parvis de l'église Saint-Roch, ce récit de l'histoire de la Capitale l'aurait sans doute captivée. Mais une médaillée a des obligations mondaines. Difficile de se dérober à une réception donnée en son propre honneur...

Le septuagénaire violenté est décédé

SAINT-ALBAN — L'homme de 75 ans de Saint-Alban qui aurait été volé et violenté par Diane Nadeau a rendu l'âme à l'hôpital Saint-Sacrement, hier matin. Il est cependant trop tôt pour conclure que le septuagénaire est décédé des suites de ses blessures.

« Une autopsie sera pratiquée à Montréal dans les prochains jours. On verra ensuite s'il y a lieu de porter d'autres accusations contre Diane Nadeau », a précisé Ann Mathieu, porte-parole de la Sûreté du Québec.

Diane Nadeau, 38 ans, est accusée d'avoir agressé et volé le septuagénaire dans la nuit du 25 au 26 juin. Selon la SQ, la prévenue, qui effectuait divers travaux pour le vieil homme, se serait introduite chez lui le 11 juin pour voler son portefeuille, qui contenait 500 \$, une somme ensuite dépensée dans des vidéopokers. Non contente que le septuagénaire ait porté plainte, Diane Nadeau serait retournée chez lui et l'aurait frappé plusieurs fois au visage à coups de poing, pour ensuite lui dérober 700 \$. Peu avant l'agression, la femme aurait été vue arrachant les fils de téléphone de la résidence du vieil homme. Celui-ci a été transporté à l'hôpital Saint-Sacrement, où il se trouvait au moment de son décès, hier matin.

Judi, le juge Pierre Rousseau a refusé de remettre Diane Nadeau en liberté. L'accusée doit, en principe, revenir en cour demain pour l'orientation de son dossier. É.F.



URGENT



Enrichissez votre vie de famille en accueillant un étudiant étranger

Avez-vous déjà pensé à ouvrir votre porte et votre cœur à un jeune citoyen du monde? Nos étudiants ont entre 15 et 18 ans et viennent de partout sur la planète. Ils désirent apprendre notre langue, aller à l'école et faire partie de notre communauté. Pour atteindre leurs objectifs, ces jeunes ont besoin de familles comme la vôtre; les seuls critères étant la générosité et une ouverture d'esprit. Nos programmes intensifs s'échelonnent du 30 juin au 11 août 2001. Une allocation de 50\$ par semaine sera allouée aux familles d'accueil.

Pour en savoir plus appelez Chloé Mathieu: 1-416-626-2835

Vous pouvez également visiter notre site web au www.afscanada.org.

AFS Interculture Canada est un organisme à but non lucratif reconnu par les Nations unies.

Zone3 et Productions Phoebus présentent

NOTRE DAME DE PARIS

d'après l'oeuvre de VICTOR HUGO
mise en scène GILLES MAHEU

livret et paroles LUC PLAMONDON
musique RICHARD COCCIANTE

EN VENTE MAINTENANT

Supplémentaires du 24 au 27 juillet

au Grand Théâtre de Québec
DU 5 AU 22 JUILLET 2001

643-8131 * 1 877 643-8131
www.billetech.com

la Baie

CORRECTIONS

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier deo solo estival (86-1) publié par la Baie en juin 2001.

PAGE 3. Duo de lampes de table et de plancher. Retard de livraison. Bons d'achat offerts.

PAGE 18. Tenues de nuit et layettes Offline. Non offertes. Substitués en magasin.

NOTRE CLIENTÈLE VOUDRA BIEN EXCUSER SES ERREURS.

LE QUÉBEC LE CANADA

MORDECAI RICHLER, 1931-2001

La controverse s'éteint avec l'homme

RÉGIS TREMBLAY
rtremblay@lesoleil.com

■ La mort de Mordecai Richler, hier matin, à l'âge de 70 ans, apaise la controverse autour de celui qui la recherchait volontiers de son vivant. Cet homme « délibérément controversé », selon le mot du chef libéral québécois Jean Charest, est célébré par les uns comme l'un de nos plus beaux esprits, et salué discrètement par les autres.

Mordecai Richler était « l'homme de lettres canadien par excellence », a déclaré le premier ministre Jean Chrétien, à propos de ce membre de l'Ordre du Canada, qui reçut deux fois le Prix du Gouverneur Général.

M. Chrétien fut, comme d'autres Québécois francophones, la cible de ce redoutable polémiste. En mai 1994, Richler avait déclaré qu'advenant un « OUI » au référendum, « le reste du Canada ne laisserait pas un premier ministre d'origine québécoise, Jean Chrétien, négocier au nom du pays avec sa province natale ».

La mort de Richler a d'abord été annoncée, hier, par le porte-parole de sa maison d'édition torontoise, Knopf Canada. En fin d'après-midi, la famille a émis un communiqué révélant que l'écrivain était mort d'un cancer. Il recevait des traitements de chimiothérapie depuis le mois dernier. Il avait subi une opération à un rein en 1998.

À Québec, le premier ministre Bernard Landry a confié à sa ministre de la Culture et des Communications et responsable de la langue française, M^{me} Diane Lemieux, le soin d'émettre un bref communiqué offrant ses sympathies à la famille du défunt, au nom du gouvernement québécois.

« Monsieur Richler fut un romancier québécois important et un ambassadeur de la littérature anglo-québécoise... » peut-on lire dans le communiqué.

UN GRAND ÉCRIVAIN

Mordecai Richler est considéré comme l'un des plus grands écrivains canadiens contemporains, reconnu principalement pour ses portraits de la communauté juive de Montréal. Il est l'auteur d'une dizaine de romans, dont *The Apprenticeship of Duddy Kravitz* (1959), qui a été porté à l'écran, *St. Urbain's Horseman* (1976) et *Barney's Vision*, Prix Gillier du meilleur roman canadien, en 1997.

Né en 1931 dans une famille ouvrière de Montréal, Mordecai Richler a fait toute sa carrière en anglais. L'un de ses amis, Hubert Bauch, journaliste

au quotidien *The Gazette*, explique pourquoi Richler n'a pas appris le français: « Il avait grandi dans une communauté anglophone à une époque où il n'était pas fréquent d'être bilingue. »

Auteur de plusieurs textes controversés dans la grande presse américaine, notamment dans le *New York Times* et le *New Yorker*, Mordecai Richler était perçu outre frontière comme un porte-parole de la situation au Québec.

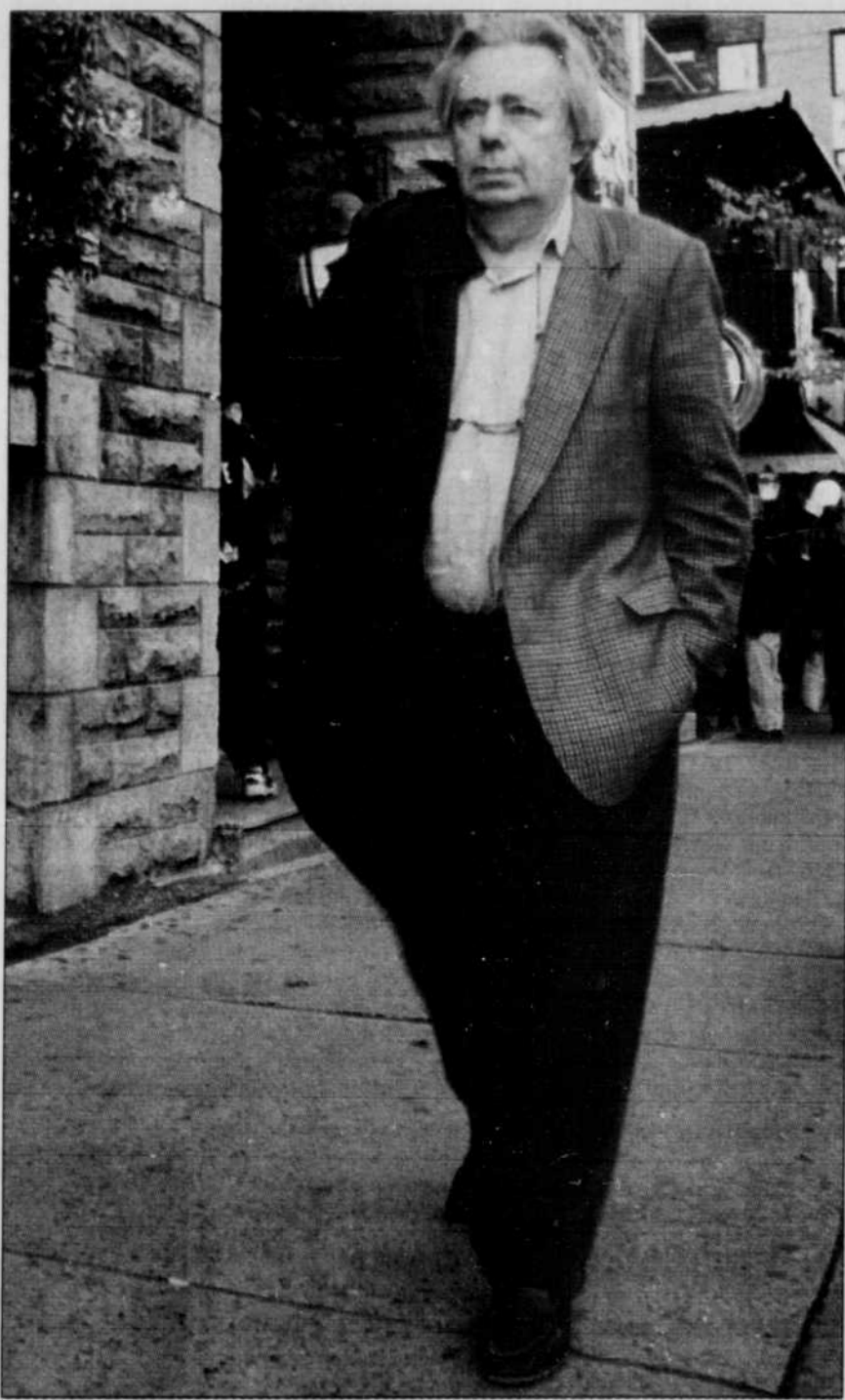
En 1992, dans son livre *Oh Canada! Oh Québec! Requiem for a Divided Country*, publié chez Penguin, l'auteur écrivait que « depuis le début, le nationalisme canadien-français a été fortement teinté de racisme. » À l'automne de la même année, à Montréal, il avait déclaré que le Québec était « nettement plus antisémite » que les autres provinces. On se souvient que, dans un article publié dans l'influent mensuel *Atlantic Monthly* en 1977, Richler avait affirmé que les dirigeants et militants péquistes, assemblés le soir de leur première victoire électorale, le 15 novembre 1976, avaient entonné un « hymne nazi ».

LÉVESQUE ÉCORCHÉ

Dans son livre *Oh Canada! Oh Québec!*, Richler s'était attaqué à René Lévesque qui, selon lui, « ne méritait pas sa réputation d'honnêteté. »

Pourtant, le premier ministre Lévesque, à l'Assemblée nationale, le 5 juin 1982, pour célébrer le 150^e anniversaire de la *Loi québécoise sur l'émancipation des Juifs*, adoptée le 5 juin 1832, avait alors lu cet extrait du journal *Jewish Daily Eagle*:

« Dans tout l'empire britannique, y compris le Canada de l'époque, ce fut le Québec qui le premier montra ce bel exemple de sagesse et de tolérance... Notre cas démontre la magnanimité des Québécois... C'est un des traits les plus beaux du caractère national et nous aimons le dire tout haut à ce moment. Nous nous souviendrons toujours du beau geste du Québec. »



Né et élevé rue Saint-Urbain, dans un quartier ouvrier de Montréal, Richler disait qu'il ne voudrait vivre dans aucune autre ville canadienne que la métropole.

Mordecai Richler était perçu comme un provocateur des Canadiens-français. En 1977, il écrivait dans un mensuel influent que le soir du 15 novembre 1976, les dirigeants péquistes avaient entonné un « hymne nazi »

PALMARÈS DES PAYS PAR L'ONU

Troisième, le PM n'en parle plus

OTTAWA (PC) — Le gouvernement libéral, qui ne tardait jamais à pavover quand le Canada se classait au premier rang de l'indice de développement humain des Nations unies, s'est tenu coi, hier, après qu'on eut révélé que le pays avait glissé en troisième position.

« Nous n'allons pas commenter un rapport qui n'a pas encore été officiellement rendu public », a déclaré Duncan Fulton, porte-parole du premier ministre, Jean Chrétien. Ce commentaire devrait venir la semaine prochaine, a-t-il ajouté.

Le Canada s'est classé bon premier dans le rapport annuel du Programme de développement de l'ONU pendant sept ans d'affilée. Les résultats de l'exercice de cette année ne seront pas rendus publics avant mardi prochain. Or, selon certaines sources, le Canada s'y trouverait relégué au troisième rang, derrière la Norvège et l'Australie, selon un barème du bien-être social et économique.

Des fonctionnaires sont au courant du nouveau classement « depuis quelques mois », a soutenu, sous le couvert de l'anonymat, quelqu'un qui a pu lire le rapport.

Cela pourrait expliquer pourquoi M. Chrétien, qui a souvent invoqué les classements des années passées à l'appui de son argument voulant que le Canada soit « le meilleur pays au monde », ait discrètement évité d'en faire mention, cette année, lors des célébrations de la Fête du Canada.

Des représentants de l'ONU ont souvent exprimé leur consternation devant la façon dont l'indice a été détourné à des fins politiques au Canada.

Des observateurs soulignent que le rapport annuel n'est qu'une évaluation approximative du développement humain, et qu'il n'a jamais été conçu pour permettre de qualifier un pays, quel qu'il soit, de « meilleur au monde ».

L'enquête classe 174 pays en fonction d'une échelle basée sur quatre critères: espérance de vie, alphabétisation des adultes, inscriptions à l'école et prospérité économique mesurée selon le produit intérieur brut.

Le Canada, malgré sa première place dans l'indice global, s'était nettement moins bien classé dans les indices séparés mesurant la pauvreté et l'égalité des sexes. L'an dernier, il s'est classé 11^e pour la pauvreté, 8^e pour l'égalité entre hommes et femmes. Il s'est aussi attiré des critiques pour son traitement des autochtones et des minorités religieuses.

L'hôpital d'Ottawa placé sous tutelle

OTTAWA (PC) — La décision du gouvernement ontarien de mettre sous tutelle l'administration de l'hôpital d'Ottawa a laissé sans voix tous les membres du conseil d'administration du plus gros établissement hospitalier de la capitale fédérale.

En conférence de presse, hier, l'ex-président du conseil d'administration, Jean-Pierre Soublière, a avoué qu'il s'attendait à tout sauf à être limogé d'un poste de bénévole. « C'est la première fois que je suis congédié, et je suis bénévole », a-t-il dit, admettant du même coup que cette décision l'avait beaucoup affecté.

Il y a une dizaine de jours à peine, on lui offrait de présider le conseil d'administration de l'hôpital d'Ottawa. Vendredi dernier, l'ancien président de System House Canada a appris qu'il venait d'être remercié de ses services, avec tous les autres bénévoles de son équipe.

M. Soublière s'explique mal les raisons pouvant justifier une mesure aussi sévère, compte tenu que les membres de son conseil venaient d'approuver les 127 recommandations contenues dans le rapport d'examen opérationnel du ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Le directeur général de l'hôpital d'Ottawa, David Levine, qui prenait la parole pour la première fois, hier, n'a pas voulu commenter la décision du gouvernement de l'Ontario. Il espère seulement que la nomination probable de l'ancien ministre conservateur Dennis Timbrell à titre de tuteur de l'hôpital d'Ottawa fera comprendre plus rapidement au gouvernement ontarien la nécessité d'accorder plus de financement à son hôpital.

Ouverte au public de 10h à 21h tous les jours aux

GALERIES DE LA CAPITALE

PRO-FABRI

LA GALERIE DU MEUBLE

KINSMEN

Je rêve à toit!

Billets en vente
En appelant au
1-877 maison-K
ou sur Internet à
maisonkinmen.qc.ca

3 options
1-Charlesbourg 2-Votre terrain 3-200 000\$
Tout inclus jusqu'à 250 km Argent comptant

En plus
264 prix
à gratter d'une
valeur totale de
81 768\$



Le Brésil nie avoir interdit l'importation de bœuf canadien et américain

■ BRASILLIA (AP, PC, AFP) — Le ministère de l'Agriculture du Brésil a nié hier avoir suspendu les importations de bœuf en provenance du Canada et des États-Unis par crainte que cette viande soit contaminée par la maladie dite de la vache folle.

« Il n'y a pas de raison scientifique, ou d'autre motif, pour suspendre l'achat de bœuf du Canada et des États-Unis », a fait savoir le secrétaire à la Défense agricole, Luiz Carlos de Oliveira. Il a également nié avoir interdit l'importation de sperme et d'embryons de bestiaux.

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* rapportait dans son édition d'hier que le Brésil n'acceptait plus de bœuf du Canada et des États-Unis. Il citait une note de l'Agence canadienne d'inspection des aliments ayant circulé vendredi.

En entrevue téléphonique, un rédacteur du quotidien a indiqué que celui-ci maintenait sa version de l'histoire, rédigée à partir d'entretiens avec des représentants de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. « Ces représentants ont dit avoir appris la

nouvelle lors de conversations avec des fonctionnaires brésiliens... Il n'y a aucun doute dans leur esprit que le bœuf canadien serait refusé s'il était expédié au Brésil. »

L'hiver dernier, le Canada avait imposé une interdiction d'importation du bœuf brésilien pendant environ un mois, affirmant qu'il était possible que la viande soit contaminée par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

Les règles du commerce international obligeaient les États-Unis à emboîter le pas au Canada, ce qui bloquait l'accès du bœuf brésilien à la majeure partie du marché américain. La mesure a empoisonné les relations entre les pays concernés et amené les Brésiliens à descendre dans la rue pour dénoncer le Canada.

L'interdiction d'importation a été an-

nulée à la suite de la visite d'une commission scientifique du Canada, des États-Unis et du Mexique au Brésil, pour l'inspection de ses troupeaux.

« Cela ressemble à un genre de représailles », a commenté Dennis Layercraft, vice-président exécutif de l'Association canadienne des éleveurs de bœuf, qui a été avisée de la décision la semaine dernière.

L'encéphalopathie spongiforme bovine est une maladie qui affecte les bestiaux et peut se transmettre aux humains qui consommeraient de la viande contaminée.

Le Brésil a l'un des plus gros troupeaux au monde, avec environ 170 millions de têtes de bétail.

FIN DES RESTRICTIONS

Par ailleurs, le Canada a levé hier les mesures de restriction aux importations d'animaux et de produits d'origine animale en provenance de France et d'Irlande, mesures prises en mars contre l'expansion de l'épizootie de fièvre aphteuse, ont annoncé les autorités sanitaires.



En février dernier, des travailleurs brésiliens s'étaient payé la tête des autorités canadiennes en bouffant du bœuf de leur pays lors d'une manifestation devant l'ambassade du Canada à Sao Paulo.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a annoncé avoir terminé une évaluation des risques dans les deux pays et qu'elle mettait fin à ces restrictions, le dernier cas avéré de fièvre aphteuse dans ces pays remontant à mars 2001.

L'Agence « lève les mesures plus strictes visant à restreindre l'importation d'animaux et de produits d'origine animale de la France et de la République d'Irlande à partir du 1^{er} juillet 2001, à la suite d'une évaluation des risques associés à la fièvre aphteuse »,

lit-on dans un communiqué. Cependant, la suspension des importations continue d'être appliquée à la Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et à la Grèce, où des cas ont été détectés ultérieurement, ajoute l'agence.

Le 18 mai, l'agence avait déjà levé sa suspension temporaire des importations d'animaux et de produits d'origine animale en provenance de certains pays de l'Union européenne (l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Italie, la Finlande, l'Allemagne, l'Espagne, la Suède, le Portugal et le Luxembourg).



Voici un croquis de l'accusé, Ahmed Ressam, lors de son témoignage.

PROJET D'ATTENTAT

Ressam voulait « minimiser » le nombre de victimes

NEW YORK (PC) — Le terroriste Ahmed Ressam n'ignorait pas que son projet de faire exploser une bombe à l'Aéroport international de Los Angeles ferait des victimes, mais il espérait que le nombre de celles-ci ne serait pas trop élevé.

Ressam a tenu de tels propos hier, lors de son témoignage pendant le procès de Mokhtar Haouari, compatriote algérien et ancien résident montréalais soupçonné d'avoir été son complice, en 1999, et d'avoir complété dans le but de perpétrer plusieurs attentats aux États-Unis, le 31 décembre de cette année-là.

Dans une salle d'audience bondée, Ressam, apparemment calme, a raconté qu'il avait décidé en août 1999 de faire de l'aéroport californien sa cible. « Un aéroport est (un point) névralgique, politiquement et économiquement », a-t-il expliqué.

Ressam avait eu l'idée de faire exploser une bombe à l'Aéroport international de Los Angeles parce qu'il y avait transité, lors d'un voyage en direction du Canada, a-t-il ajouté, précisant qu'il souhaitait mettre son plan à exécution avant la fin de 1999.

À cet effet, Ressam a commencé, a-t-il raconté, par acheter et voler des produits chimiques tels que de l'urée, du sulfate d'aluminium, de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique — lesquels, lorsqu'ils sont combinés, permettent de produire un explosif similaire au TNT. Il comptait placer les explosifs dans des valises, puis abandonner celles-ci à l'aéroport.

Son entraînement militaire en Afghanistan, a-t-il dit, devait servir la *fatwa* lancée « par le cheikh Omar Abdul Rahman depuis sa prison », appelant à « lutter contre les États-Unis et à s'attaquer à leurs intérêts dans le monde entier ».

Le procureur Joseph Bianco a demandé à Ressam s'il réalisait qu'un attentat de la sorte ferait probablement de nombreuses victimes parmi les civils. « J'essaierais d'éviter cela autant que possible », a répondu Ressam.

« Mais vous étiez conscient que plusieurs seraient morts? », a poursuivi M. Bianco. « Oui », a déclaré Ressam.

Ahmed Ressam a été arrêté en décembre 1999, tandis qu'il tentait d'entrer dans l'État de Washington, depuis la Colombie-Britannique, au volant d'une voiture chargée de matériel servant à la fabrication d'explosifs. Il a été reconnu coupable à Los Angeles, en avril, et attend de connaître la teneur de sa sentence. Il est passible d'une peine de 120 années de prison.

Super Vente de STORES

Le plus grand choix au plus bas prix!

LE MARCHÉ DU STORE

DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

Service RAPIDE!

MEILLEURS PRIX!

PLUS GRAND CHOIX!

Stores pour PORTE-PATIO

Temps limité!

Verticaux en Vinyle!

29⁹⁹

75" x 84" Valance en sus

Modèles et couleurs sélectionnés

Tous nos stores sont garantis à vie!

Sélection, qualité et prix imbattables!

Comptez sur nous! Nous sommes les experts du store!

Des centaines de styles disponibles dans toutes les grandeurs!

verticaux pour portes patio

LAMELLES EN VINYLE 3 1/2 po
Neige ou albâtre. Temps limité! 39⁹⁹
Modèle Primo porte patio 75 po x 84 po

LAMELLES EN TISSU 3 1/2 po
Tissu texturé de couleur naturelle 79⁹⁹
Modèle Derby porte patio 75 po x 84 po

LAMELLES EN VINYLE CÔTELÉ
Choix de couleurs décoratives 83⁹⁹
Modèle Valentino porte patio 75 po x 84 po

LAMELLES EN VINYLE GRAVÉ
Motif gravé décoratif. 99⁹⁹
Modèle Diego porte patio 75 po x 84 po

LAMELLES EN LUXUEUX TISSU
Imprimé de dentelle. 106⁹⁹
Modèle Monaco porte patio 75 po x 84 po

LAMELLES DE VINYLE EN RELIEF
Choix de couleurs contemporaines. 129⁹⁹
Modèle Finesse II porte patio 75 po x 84 po

Des styles et des couleurs pour tous les budgets!

stores de bois naturel

STORES EN BOIS VÉRITABLE 2 po
Teintures à l'huile naturelles en chêne d'or, blanc, parchemin ou acajou. 41⁹⁹
Modèle Natura™ (23 po x 42 po) à partir de

EXEMPLES (en pouces) ▶ 23 x 64 32 x 64 43 x 64
59.49 79.69 112.99

IMPORTATION! STORES EN BOIS DUR 2 po
Choix de cinq superbes couleurs avec accessoires en bois. 67⁹⁹
Modèle Tango™ (23 po x 30 po) à partir de

STORES EN BOIS DE TILLEUL AMÉRICAIN
Offert en une palette de 18 couleurs
Lattes de 1 po ou 2 po
Modèle Laredo™ style (23 po x 30 po) à partir de 83⁹⁹

toiles de fenêtres classiques

TOILES DE FENÊTRES ASSOMBRISSANTES EXEMPLES (en pouces)
Vinyle 3 épaisseurs / 8 oz lavable. 37 x 70 19.49
Latte inférieure en bois dur. 37 x 82 22.49
Modèle Deluxe II (28 1/4 po x 58 po) 43 x 70 25.49

à partir de 14⁴⁹

Des styles et des couleurs pour tous les budgets!

TOILES DE FENÊTRE OPAQUES EXEMPLES (en pouces)
Fabriquées avec notre meilleur tissu 100% opaque 4 plis / 12 oz (37 1/4 po x 70 po) 37 x 82 34.49
Modèle Médaille D'Or™ 49 x 70 37.99
à partir de 29⁹⁹ 55 x 70 41.99

Appellez 1-800-254-6377 pour le supermagasin le plus près de chez vous

www.lemarchedustore.com

Vanier (418) 687-0053
265, boul. Wilfrid-Hamel
Directement en face de l'Hôpital du Christ-Roi

Lévis (418) 838-8646
72, boul. du Président-Kennedy
En face du McDonald's

St-Georges-de-Beauce: (418) 228-0067 • Chicoutimi: (418) 549-1465

120 supermagasins... dont un près de chez vous!

Découpez épargnez!

Rabais additionnels sur nos très bas prix du fabricant!

10\$ de rabais

Le Marché du Store™ sur achats de plus de 50\$

50\$ de rabais

Le Marché du Store™ sur achats de plus de 250\$

20\$ de rabais

Le Marché du Store™ sur achats de plus de 100\$

100\$ de rabais

Le Marché du Store™ sur achats de plus de 500\$

Expiration : 22 juillet, 2001 CODE 1834
Présenter le coupon en plaçant votre commande. Ne peut être appliqué aux achats antérieurs. Ne peut être jumelé avec aucune autre offre. Un coupon par maison.

ZLE: Les fameux textes enfin disponibles

Les discussions n'en sont tout de même qu'à leurs premiers balbutiements

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

OTTAWA — Les voilà enfin, les textes tant attendus : l'ébauche d'accord sur la ZLEA, la Zone de libre-échange des Amériques, a été dévoilée hier, entre les fêtes nationales du Canada et des États-Unis, plus de deux mois après la tenue du Sommet de Québec.

Les quelque 400 pages de documents essentiellement entre « crochets », selon la norme des négociations internationales qui définissent les passages controversés, démontrent surtout que les discussions n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements.

Les responsables de la négociation refusent cependant de prédire l'impact de cette publication décrite comme étant « sans précédent dans les négociations commerciales », sur la suite des débats. Ils ignorent également si le public pourra suivre l'évolution des pourparlers avant la prochaine échéance prévue pour la rencontre ministérielle de 2002.

« Nous n'avons rien à cacher », a cependant dit le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, à l'occasion de la diffusion d'un document réclamé notamment par les adversaires du libre-échange et de la mondialisation.

« C'est une percée historique, a-t-il ajouté. Les négociations commerciales ne seront plus jamais les mêmes » à ses yeux. N'empêche que le Canada n'a encore soumis aucune proposition sur quatre des neuf tables de discussion, soit celles sur les investissements, le règlement des différends, les services et la propriété intellectuelle.

COMPLEXE ET TECHNIQUE

M. Pettigrew reconnaît que le document publié hier et disponible dans le site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (http://www.dfaime.gc.ca/ctnanc/ftaa_neg-f.asp), est « complexe et technique ». L'ébauche se veut en effet une synthèse des proposi-

tions des différents pays sur chacun des thèmes à l'ordre du jour.

« Le processus a pris plus de temps que prévu, a dû admettre le ministre, mais il était essentiel que le texte ne soit diffusé que lorsqu'il deviendrait disponible dans les quatre langues officielles de la ZLEA, c'est-à-dire l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais. »

C'est la traduction dans cette dernière langue qui a finalement retardé la publication de l'ensemble du texte, le Brésil ne suivant pas le rythme de traduction du Canada, habitué à fonctionner dans deux langues officielles, a affirmé M. Pettigrew.

La lecture du texte ne permet pas de déterminer la position d'aucun des pays en particulier, car ils ne sont jamais identifiés de manière spécifique. Plusieurs pays, en outre, font comme le Canada et n'ont pas encore déposé de propositions sur un certain nombre de questions.

Des questions comme la santé, l'éducation, la culture et le rôle des gouvernements ne sont pas couvertes par ce projet d'accord, soutiennent des représentants gouvernementaux, parce qu'elles ne sont justement pas sur la table.

« D'autres pays peuvent en parler si cela leur convient, disent-ils, ils sont libres de le faire. » Il serait de toute manière trop tôt dans le processus pour déterminer une liste de secteurs couverts par l'entente, disent les hauts fonctionnaires.

M. Pettigrew a toutefois souligné en conférence de presse que le pays ne signerait pas un grand nombre des propositions contenues dans le projet à son stade actuel, mais se dit confiant que le calendrier prévoyant une signature de la ZLEA en 2005 pourra être respecté.

Quant aux chapitres manquants de la proposition canadienne, ils seront publiés simplement qu'ils seront prêts, a précisé le ministre. Le Canada tente ainsi de « clarifier » sa position sur les investissements, et notamment sur le fameux « chapitre onze » régissant les relations entre les États et les investisseurs, à l'intérieur de l'ALENA, avant de passer à la table continentale.

Le Soleil vous attend dans ses AUBERGES...

BAS-SAINT-LAURENT

AUBERGE DES ÎLES DU BIC:

Un havre à découvrir... Après avoir restauré les lieux pour les rendre encore plus attrayants et harmonieux, l'Auberge des Îles du Bic est heureuse de vous accueillir en hébergement ou en salle à manger. Soyez assuré(e) d'un accueil des plus chaleureux dans une maison ancestrale qui favorise la détente. Vos hôtes, Danielle et Rémi. Réservation: (418) 736-5008 ou 1-888-736-5008. 141, rue Sainte-Cécile, Bic (Québec) G0L 1B0. www.aubergebic.qc.ca

AUBERGE DE LA POINTE:

Rivière-du-Loup. Hôtellerie de villégiature, santé et affaires, en bordure de la mer avec 125 chambres, restaurant renommé, centre de santé, théâtre d'été, piscine int., sauna, spa, parcs et plage. Croisières aux baleines. Site exceptionnel, 40 forfaits variés. 1-800-453-1222.

AUBERGE MARIE BLANC INC.:

« Recevoir doit demeurer un geste simple, plein de tendresse. Marie Blanc... un doux moment, un brin de mystère, un parfum de miel ou de feu de cheminée. Marie Blanc... un passé devenu présent, une histoire d'amour qui se continue... » Ancien pavillon de chasse en 1905 sur les bords du lac Témiscouata et transformé en auberge en 1961. Depuis, la famille Bard-Sirois y fait revivre le charme et les douceurs du passé. 1112, Commerciale, Notre-Dame-du-Lac. Tél.: (418) 899-6747, téléc.: (418) 899-0212.

L'AUBERGE SUR MER:

Centre de villégiature renommé, l'Auberge sur Mer, un lieu de calme et de beauté, vous convie à l'enchantement du fleuve, toujours changeant, toujours renouvelé. Assistez au spectacle des plus beaux couchers de soleil, tout en savourant notre cuisine raffinée dans notre salle à manger jouxtant le fleuve Saint-Laurent. Réservations: 1-800-622-0642.

RIÔTEL - GROUPE RIÔTEL HOSPITALITÉ:

Un appel suffit pour votre tour de la Gaspésie! La chaîne hôtelière Riôtel vous offre quatre établissements situés dans les grands pôles touristiques de la Gaspésie. Que ce soit nos sites de villégiature ou bord de la mer à Matane ou à Bonaventure, à flanc de montagnes avec vue à couper le souffle à Percé ou à 15 minutes du parc de la Gaspésie à Sainte-Anne-des-Monts, nous vous offrons des services hôteliers aux couleurs et saveurs de la région. Informez-vous sur nos forfaits gaspésiens et chasse au trésor incluant l'hébergement, les soupers, les petits-déjeuners et les activités touristiques. Composez sans frais: 1-888-Gaspésie ou 1-800-463-7468.

BAUCE

HÔTEL GOUVERNEUR SAINT-GEORGES:

55 chambres luxueuses situées à proximité des bords et terrasses, près des sentiers pédestres, en plein cœur du centre-ville de Saint-Georges. Chambres à partir de 75\$. Plusieurs forfaits disponibles. Informez-vous au 1-888-662-6647 ou au (418) 228-6607. www.gouverneur.com

AUBERGE-MOTEL BENEDICT ARNOLD:

Auberge unique située à St-Georges. Restaurant renommé. Brunch régional les dimanches. Piscine extérieure, immense terrain de verdure. Rassemblement autos anciennes les 1er et 2 septembre. Forfait incluant souper en table d'hôte (6 choix) chambre et petit-déjeuner à 65\$ par personne en occupation double (les taxes et service en sus). 1-800-463-5057 ou (418) 228-5558.

CHARLEVOIX

AUBERGE DES 3 CANARDS:

Depuis plus de cinquante ans, l'Auberge des 3 Canards jouit d'une merveilleuse réputation de gastronomie et d'hospitalité. En plus de nombreux mérites gastronomiques, notre établissement est classifié quatre étoiles pour son hébergement. Soulignons que notre salle à manger de même que nos chambres et les salles réunion/banquet off. ont une vue exceptionnelle sur le majestueux fleuve St-Laurent. Pour votre détente et vos réunions d'affaires, nous vous offrons le confort de nos 42 chambres et de nos huit salles de réunions pouvant accueillir de 10 à 125 personnes en style théâtre. Vous saurez apprécier notre gastronomie ainsi que les activités intégrées à notre centre de villégiature dans la région de Charlevoix. L'Auberge des 3 Canards vous offre un cadre naturel à la mesure de vos activités. (418) 665-3761 ou 1-800-461-3761.

AUBERGE DONOHUE: ★★★ superbe B&B

Presqu'île au cœur de Pointe-au-Pic. DÉTENTE, REPOS. Vue fleuve, foyer, tourbillon, balcon, lit king. Près du Casino. Divers forfaits disponibles. De 44,50\$ à 94,50\$ p.p. occ. double. (418) 665-4377. www.aubergedonohue.com

AUBERGE LA PIGNORONDE:

L'Auberge La Pignoronde est située à quelques minutes de Baie-Saint-Paul et de ses galeries d'art réputées. L'auberge juchée à flanc de montagne vous offre la plus belle vue de Charlevoix. La renommée de notre table ne cède en rien à celle du paysage que vous pourrez apprécier dans une de nos trois salles à manger. Les moments de détente prennent une saveur particulière à la piscine intérieure, sur le court de tennis, sur la vaste esplanade gazeuse entourée de notre foyer. Membre du réseau Hôtellerie Champêtre. 1-888-554-6004.

LA PINSONNIÈRE:

Au cœur de Charlevoix, surplombant le majestueux Saint-Laurent, découvrez La Pinsonnière. Une élégante maison de campagne, des chambres dotées de tous les charmes contemporains et une cuisine raffinée, gourmande et généreuse que couronne une cave riche en grands crus. Pour se revigorer: piscine intérieure, plage sauvage et tennis. Pour passer divinement, nouveaux soins offerts au mini-spa, enveloppements aux algues, exfoliation du corps, facial naturel, massages sous la pluie, etc. Nombreux forfaits. 1-800-387-4431. www.lapinsonniere.com

MANOIR CHARLEVOIX:

Manoir de campagne à La Malbaie avec vue en plénitude sur le St-Laurent. Table gourmande de renommée, 60 chambres dont 32 condos avec foyer. Casino et golf à 5 min. Forfaits disponibles à partir de 625 p.p./nt, 2 repas (tx en sus). 1-800-363-4413.

HÔTEL LE PETIT MANOIR DU CASINO:

Pour un séjour des plus agréables, Charlevoix est une région très convoitée et ce en toute saison. Offrant des activités multiples et des paysages à vous couper le souffle, Charlevoix vous promet des heures inoubliables. Le Petit Manoir du Casino comblera vos attentes en vous proposant des forfaits à votre mesure. 76 chambres munies du bain tourbillon, piscine intérieure (spa), restaurant familial et voisin du Casino. Le Petit Manoir du Casino vous apporte ce confort à un prix des plus compétitifs. Inf./rés.: 1-800-618-2112.

L'AUBERGE CAP-AUX-CORBEAUX:

Située au sommet du Cap-aux-Corbeaux, un site enchanteur à quelques minutes de Baie-St-Paul. Laissez-vous enivrer par l'air pur, le chant des oiseaux et le passage des grands bateaux. 9 chambres, vue exceptionnelle. Golf, croisières, vélo... des forfaits sur mesure. À partir de 47,50\$ par personne. Occ. double incluant un copieux petit déjeuner. (418) 435-5676, 1-800-595-5676. aca@capauxcorbeaux.net

CÔTE-DE-BEAUPRÉ

AUBERGE LA CAMARINE:

Gâtez-vous quelques jours dans notre auberge où l'ambiance et l'hospitalité sont chaleureuses et la cuisine raffinée. Gagnant du prix 4 diamants CAA depuis 10 ans. Nous vous offrons 30 chambres au cachet européen à partir de 52,50\$/pers. en occ. double. Forfaits de Golf, Romance et Gastronomie également disponibles. Tél.: (418) 827-5703, 1-800-567-3939. www.camarine.com

GASPÉSIE

AU COIN DE LA BAIE:

À 10 km des Jardins de Métis, à Métis-sur-Mer, 14 motels rénovés, face à la mer. Gagnant du Grand Prix de la gastronomie de la Gaspésie. Forfaits disponibles. Rés.: (418) 936-3855, télécopieur: (418) 936-3112.

AUBERGE MÉTIS-SUR-MER:

L'Auberge réalise tout un coup de filat dans son recrutement pour la saison. Elle a mis sous contrat deux chefs du prestigieux club Mount Stephens de Montréal. Déjà la population locale et les voyageurs de la région se régalaient des délicieux plats préparés par M. Dominic Gaudet qui complète plus de 11 ans d'expérience et qui fut récipiendaire du Prix de la fourchette d'or en l'an 2000 par son entrée froide à la Foire gastronomique de Rigaud. Donc amateurs de bonnes bouffes, l'Auberge Métis-sur-Mer sera une adresse incontournable cet été. Juchée à un site exceptionnel avec vue sur la magnifique plage de Métis, soins de santé et saunas... le paradis avant la fin de vos jours! 1301, route 132, Métis-sur-Mer (Québec) G0G 1W0, (418) 936-3563. aubergemetissurmer.qc.ca

AUBERGE LES 3 SOEURS (MOTEL):

PERCE - Pour un séjour inoubliable. Le motel Les Trois Sœurs est en bordure de la mer et face au majestueux Rocher, dans un environnement de pleine nature où l'arôme des fleurs et le clapotis des vagues assurent paix et tranquillité. 61 chambres de qualité supérieure dont plusieurs sont équipées d'une cuisinière. Air climatisé, buanderie. Dans l'ambiance chaleureuse du restaurant Hostellerie, savourez notre excellente cuisine régionale, pâtes fraîches et fruits de mer. 77, route 132 Ouest. Rés.: 1-800-463-9700 ou (418) 782-2183.

HÔTEL MOTEL LE MIRAGE:

FAMILLE CUELLETTE - 61 ans d'hôtellerie - La famille Cuellette du Motel Le Mirage vous accueille avec le savoir-faire d'un personnel qualifié et attentif, afin de vous assurer un séjour des plus agréables dans notre région. Nous disposons de 67 chambres spacieuses, de qualité supérieure, tant au niveau du confort que de l'harmonie de la décoration. Notre salle à déjeuner, sise face à la mer, vous propose un panorama unique. D'où que vous soyez, chez nous, une vue spectaculaire s'offre à vous. Le Motel Le Mirage surplombe le majestueux Rocher Percé et l'Île Bonaventure, un oasis de rêve et de vacances. Route 132 Ouest, 1-800-463-9011 ou 782-5151.

HOSTELLERIE BAIE BLEUE:

Le Soleil et Nous sommes de vieux amis: notre tradition d'excellence, la chaleur qu'il inspire et sa saveur régionale en font des inséparables du bon goût, de l'excellence et du meilleur rapport qualité-prix. Le Soleil vous conduit vers une destination où la mer, la montagne et l'environnement sont complices de séjours animés et réussis à l'Hostellerie Baie Bleue de Carleton-sur-Mer, Baie-des-Chaleurs en Gaspésie. Lauréat national Hébergement 2000 (bronze), la famille Gingras vous y attend! 1-800-463-9099.

MOTEL BELLE PLAGE:

Depuis plus de 65 ans, l'Hôtel Belle Plage vous offre un charme envoûtant et un accueil sans pareil. Et que dire de son personnel qui rendra votre séjour inoubliable! De notre salle à manger, d'un seul coup d'oeil, le visiteur embrasse le décor marin, ravi par de magnifiques couchers de soleil. Table renommée... Le saumon fumé, une exclusivité. Belle Plage. 1-888-244-2323.

MOTEL LE GASPÉSIA:

Les motels LE GASPÉSIA, c'est 46 chambres 3 étoiles, très confortables avec télévision couleur, câble, sèche à cheveux et réfrigérateur. Situés au bord du fleuve Saint-Laurent, à SAINTE-FLAVIE, vous pourrez admirer les plus beaux couchers de soleil au monde, respirer l'air salin et entendre les murmures des vagues. Nous servons le petit-déjeuner dès 6h. Pour des poissons et des fruits de mer cuisinés avec amour et présentés avec goût, il n'y a pas de meilleur endroit. Ouvert à l'année. Pour réservations: 1-800-404-8233.

MANOIR BELLE PLAGE:

La famille Comeau reçoit des visiteurs depuis plus de 35 ans. Situé à proximité de la plage, au cœur de la vie touristique de Carleton-sur-Mer, le Manoir Belle Plage vous invite à profiter au maximum des nombreuses activités de loisirs et de détente qu'offre la région immédiate. Le confort avec vue sur la mer, 24 chambres dont 5 luxueuses, salle à manger (cuisine gaspésienne) salle de réunion. Réservations: 1-800-463-0780. Site Web: www.manoirbelleplage.com

QUALITY INN - HONGUEDO:

Situé en bordure de la mer, au cœur de la Baie-des-Chaleurs, le Quality Inn-Honguedo vous séduira dès votre arrivée par sa vue magnifique sur la mer. Nous vous offrons 60 chambres spacieuses et climatisées, un bar-terrasse et piscine extérieure chauffée avec vue sur la mer, un restaurant familial adapté à tous les budgets, une salle à manger et une verrière avec cuisine gastronomique régionale et spécialités de la mer. Réservations: 1-800-463-0833.

AUBERGE FORT-PRÉVEL:

Pince-moi, je rével! À l'entrée du golfe... Découvrez le paradis du golf! Mer à perte de vue et golf dans un décor à couper le souffle... non, vous ne rêvez pas, vous êtes à l'Auberge Fort-Prével! Faites l'expérience de notre nouveau parcours de golf 18 trous de haut calibre, dont un superbe par 6 de 702 verges! Une expérience unique au Québec! Forfait Fers et Mers™ 95\$, comprend l'hébergement, le petit-déjeuner, le souper, le pourboire sur les repas et une partie de golf (p. p. par jour occ. double). Ouvert de juin à septembre. Route 132 (30 km de Gaspé et 40 km de Percé). Information ou réservation 1-888-377-3835 ou visitez le site Internet de la Sépaq: www.sepaq.com

ÎLE D'ORLÉANS

AUBERGE LA GOÉLICHE: ★★★

Un des plus beaux panoramas de l'île d'Orléans. Auberge de renom située dans le magnifique village de Sainte-Pétronille au bord du fleuve. Chambres amoureusement décorées avec vue imprenable sur le majestueux Saint-Laurent. La piscine extérieure et nos somptueux jardins agrémenteront votre séjour. Admirez le fleuve de notre salle à manger ou de notre terrasse tout en dégustant notre fine cuisine. Forfaits disponibles à partir de 79,50\$/pers. (418) 828-2248. 1-888-511-2248. www.aricom.ca/aubergelagoeliche

ÎLE-AUX-COUDRES

AUBERGE LA COUDRIÈRE:

Vue panoramique sur le fleuve, 49 unités, cuisine fraîcheur à découvrir, piscine chauffée, théâtre d'été sur place. Forfait 1 nuit, PAM à partir de 70\$/pers. occ. double. Île-aux-Coudres. 1-888-438-2882.

LA ROCHE PLEUREUSE: ★★★

Île-aux-Coudres. 90 chambres dans un site de rêve, au bord du Saint-Laurent, à peine 1 heure de Québec. Renommé pour son accueil, sa cuisine et ses divertissements. Demandez l'un de nos forfaits à partir de 65\$ (taxes en sus) par pers./jour, 2 repas inclus. NOUVEAU RELAIS SANTE. Tél. sans frais: 1-800-463-6855. www.quebecweb.com/rochepleureuse

NOUVEAU-BRUNSWICK

HOWARD JOHNSON HOTEL, Campbellton:

Situé en bordure de la magnifique rivière Restigouche. Reconnue mondialement pour la pêche au saumon. L'Hôtel est annexé au centre d'achat et la brasserie #1026. Visitez la région hôtesses des Jeux d'hiver du Canada 2003. À 4 km de l'Autoroute 132. Pour réservation: 1-800-909-4656

PORTNEUF

AUBERGE LA BASTIDE: ★★★

À 40 minutes de Québec, La Bastide vous offre des séjours axés sur le plein air dans Portneuf. Vélo, golf, canot, randonnée, tout cela à moins de 10 km de l'auberge. Sise en bordure de rivière, au cœur de St-Raymond, dans un site magnifiquement paysagé La Bastide, c'est l'expérience des sens. Forfaits à partir de 69\$/pers., souper-coucher-déjeuner gourmand. Notre restaurant réputé vous offre une fine cuisine régionale et une terrasse où le soleil et l'eau sont au rendez-vous. 1-418-337-3796. www.aubergelabastide.qc.ca

RESTAURANT-MOTEL LE CHAVIGNY:

Situé à Deschambault à la sortie 254 de l'autoroute 40, à mi-chemin entre Trois-Rivières et Québec nous vous offrons 27 chambres climatisées, un restaurant ouvert 24 heures, un petit salon privé, une salle de conférences, un bar et une terrasse. Forfait golf disponible. Informez-vous au 1-877-286-4959 ou (418) 286-4959.

SAGUENAY

AUBERGE DES BATTURÉS LA BAIE:

Surplombant le majestueux Fjord du Saguenay, 32 chambres. Ambiance d'intimité romantique. Cuisine fine et créative. Salles pour rencontres d'affaires ou de famille. Forfaits-spectacles: Fabuleuse histoire d'un Royaume, Québécoisisme. Nombreuses activités à proximité: golf, kayak, randonnée, équitation, musées, croisières. 1-800-668-8234.

HOTEL LE PARASOL:

«Offrez-vous le Saguenay!» Situé sur les plus hautes collines de Chicoutimi, LE PARASOL vous offre une vue imprenable sur la ville et la rivière Saguenay. Un accueil chaleureux vous y attend pendant votre séjour au Saguenay. Profitez de nos forfaits incluant hébergement, repas, croisière et spectacle. Le tout à partir de 99,95\$ par personne en occupation double. Informations: 1-800-363-7248. www.quebecweb.com/parasol

AUBERGE DES 21 LA BAIE:

C'est un service efficace et professionnel, c'est l'odeur des saveurs régionales constamment réinventées. C'est aussi le goût des vins les plus prestigieux du monde conservés précieusement dans nos caves. Enfin, c'est surtout la passion de véritables professionnels des métiers de bouche qui ont su garder la chaleur légendaire de l'hospitalité jannoise et saguenéenne. Une auberge de choix pour une clientèle de choix. 1-800-363-7298.

CROISIÈRE MARJOLAINE:

«Plus fjord que tout!» La Marjolaine, un navire de 400 passagers, vous offre en tout confort et toute sécurité des excursions dans le Fjord Saguenay. Deux départs par jour à partir de Chicoutimi et deux autres départs par jour à partir de Ste-Rose-du-Nord. Il s'agit d'excursions commentées par notre guide naturaliste, celui-ci vous fera découvrir, comprendre et connaître le Fjord, ses mystères et ses légendes. Vous serez témoin d'un spectacle grandiose de la nature, lequel restera gravé dans votre mémoire pendant des «siècles!» Réservations: 1-800-363-7248. www.quebecweb.com/marjola

<p>Fraisière Réal Laliberté</p> <p>1659, rue des Erables, St-Lambert</p> <p>Fraises et framboises (10 juillet)</p> <p>889-9919</p>	<p>Ferme La rosée du matin</p> <p>3823, Marie-Victorin, St-Antoine-de-Tilly</p> <p>Fraises et framboises: À côté de la Fromagerie Bergeron</p> <p>886-2046</p>	<p>Fraisière Léonce Plante</p> <p>2315, av. Royale, St-Laurent</p> <p>Île d'Orléans</p> <p>Fraises et framboises</p> <p>828-9877</p>
<p>Ferme Jarold</p> <p>9195, Route 279, St-Charles de Bellechasse</p> <p>Aussi: framboises à vendre</p> <p>887-3427</p>	<p>Gilles Rouleau</p> <p>1008, av. Royale, St-Laurent</p> <p>Île d'Orléans</p> <p>569-4129</p>	<p>Fraisière Bédard et Blouin</p> <p>335A, boul. Rochette, Beauport</p> <p>Bien sûr: autocueillette de framboises</p> <p>666-5518</p>

Élégance Birks

De notre collection de figurines Lladro, « Bal d'anniversaire », 500 \$.

BIRKS
CADEAUX, depuis 1879

Place Ste-Foy 653-4035
1 800 682-6222 www.birks.com

La bourse avant les kilos

Option Consommateurs conclut que les techniques du Centre de santé minceur sont inefficaces et dangereuses

■ MONTRÉAL (PC) — S'adresser au Centre de santé minceur pour perdre des kilos risque de faire davantage maigrir le portefeuille que le tour de taille. C'est du moins ce que conclut Option Consommateurs, qui rendait publique hier une enquête menée dans 2 des 100 franchises que compte cette chaîne dirigée par Sylvain Leblanc.

Selon les informations recueillies par Option Consommateurs, les conseillères en amaigrissement du Centre de santé minceur laissent entendre aux clients qu'ils pourraient perdre jusqu'à 100 livres en 12 mois.

Deux enquêtes se sont prêtées au jeu en se rendant dans deux centres, l'un sur la Rive-Sud et l'autre à Montréal, dans l'espoir (fictif) de perdre 10 livres. La première s'est fait offrir deux forfaits, l'un à 500\$, l'autre à 750\$, et la seconde un programme dont la facture grimpeait à 1000\$, soit 100\$ par livre perdue... Cette dernière avait droit à 25 séances sur des appareils de « technologie allemande ».

De plus, pour aider sa clientèle à perdre des kilos, le Centre de santé minceur propose aussi

une panoplie de produits à base de plantes, dont une cure de nettoyage à 50\$ pour 10 jours ou le gel fusion minceur à 40\$ ou à 125\$ selon la taille du contenant.

AUX GOUVERNEMENTS DE JOUER

Le Dr Dominique Garrel, de l'Institut de recherches cliniques de Montréal et spécialiste de l'obésité, vient de compléter une étude sur la qualité des produits, des appareils utilisés par ces centres et les menus qui y sont offerts, rapport qu'il a soumis au Bureau de la concurrence du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Ses conclusions ne laissent pas de doutes. Selon lui, aucun appareil ne peut faire diminuer les graisses du corps, surtout pas « là où on veut », et les produits naturels offerts peuvent même être dangereux s'ils sont combinés à certains médicaments.

De plus, selon Santé Canada, ces produits ne seraient pas conformes aux normes canadiennes.

À la lumière de ces résultats, Options Consommateurs recommande à l'Office de la protection du consommateur de faire enquête et d'exercer des poursuites s'il le juge approprié. Le message est semblable pour Santé Canada, le Bureau de la concurrence et les deux ordres de gouvernement.

L'enquête est appuyée par les étues d'un spécialiste

Tuée dans son salon



Teresa Duffus, 48 ans, a été accusée hier de conduite dangereuse causant la mort après que sa voiture eut atterri au beau milieu du salon d'une résidence de Kingston, en Ontario, tuant la propriétaire des lieux et un des trois passagers de l'automobile. La conductrice, qui aurait abusé à la fois de l'alcool et de la vitesse selon la police, a loupé une courbe et ravagé trois parterres avant de s'écraser contre la maison de Gerrie Miller, 64 ans, qui a trouvé la mort sous les débris. Duffus a aussi été accusée, sur son lit d'hôpital, d'avoir causé des blessures à son mari et à l'épouse du passager qui a péri dans l'accident. (PC)

L'éducation sexuelle de leur fils tourne à l'inceste

COWANSVILLE (PC) — Une mésentente majeure entre procureurs de la Couronne et de la défense a causé le report d'une sentence dans une sordide affaire d'inceste et de bestialité, hier, au palais de justice de Cowansville.

Un homme et son épouse ont plaidé coupable à des accusations d'inceste et de bestialité. La mésentente vient du fait que les accusés ont reconnu un seul acte incestueux alors que la victime en a dénoncé cinq.

En 1997, le père a décidé d'éduquer son fils de 12 ans à la vie sexuelle. Il a alors incité la mère de l'enfant à avoir des relations sexuelles complètes avec leur fils. Au cours de la même période, l'homme a demandé à sa femme d'avoir une relation sexuelle avec le chien de la famille devant une caméra.

M^e Bernard Monast a réclamé trois ans de pénitencier pour le père incestueux, assortis d'un an supplémentaire pour bestialité. Il a insisté sur le jeune âge de la victime à l'époque.

De plus, un rapport présentiel précise que l'homme aime avoir le contrôle sur son entourage, qu'il n'est pas enclin à suivre une thérapie, qu'il rejette sa responsabilité dans l'affaire et ne se préoccupe pas tellement des séquelles que pourrait avoir gardées son fils. Selon ses médecins, l'homme souffre de paraphilie, un trouble sexuel qui incite à la pédophilie et au plaisir d'infliger de la douleur à son partenaire sexuel. Ils estiment en outre que l'accusé comporte un risque de récidive élevé et représente un danger pour la société.

Pour ce qui est de la mère, la Couronne réclame une peine de deux ans de pénitencier plus un an pour bestialité. Selon M^e Monast, elle présente aussi un risque de récidive.

La Couronne a également demandé au juge Donald Bissonnette de tenir compte des séquelles dont souffre l'enfant, qui a été remis à la DPJ.

La défense réclame quant à elle des peines dans la société. M^e Julie Beauchesne et M^e Jocelyn Grenon affirment que leurs clients ont plaidé coupable pour avoir commis un seul acte d'inceste. D'après M^e Beauchesne, la cause, éduquer le fils à la vie sexuelle, était louable malgré qu'elle n'ait pas été effectuée de la bonne façon.

Le juge Bissonnette prononcera les sentences le 7 août.

Un coyote attaque une fillette

■ COQUITLAM, C.-B. — Une fillette de six ans a été attaquée par un coyote près d'un court de tennis, lundi, l'animal tentant même de la trainer dans les bois environnants. Kayla Hanson a été traitée à l'hôpital pour des blessures sans gravité et a pu retourner chez elle la journée même. La victime et une amie marchaient derrière leurs pères, qui se rendaient jouer au tennis, dans un parc de Coquitlam, lorsque le coyote a attaqué. « J'ai chargé la bête et tenté de lui faire peur à l'aide de ma raquette. L'animal a finalement lâché prise et s'en est retourné dans les bois », a raconté le père de Kayla, Chris Cossalter. Plusieurs coyotes ont été vus récemment dans la grande région de Vancouver. Les autorités ont rappelé aux résidents de ne pas les nourrir. (PC)

SEARS



599⁹⁹
rabais 170 \$
LAVEUSE KENMORE
N° 20702. Rég. Sears 769,99.

649⁹⁹
rabais 220 \$
LAVEUSE KENMORE DE SUPER
CAPACITÉ
N° 20882. Rég. Sears 869,99.

779⁹⁹
rabais 270 \$
LAVEUSE KENMORE ELITE™
N° 20992. Rég. Sears 1049,99.

949⁹⁹
rabais 150 \$
LAVEUSE KENMORE À
CHARGEMENT EN FAÇADE
N° 40052. Rég. Sears 1099,99.

UNE BRASSÉE DE RABAIS!

LIQUIDATION DE LAVEUSES ET SÈCHEUSES KENMORE™



469⁹⁹
rabais 100 \$
SÈCHEUSE KENMORE
N° 60702. Rég. Sears 589,99.

499⁹⁹
rabais 140 \$
SÈCHEUSE KENMORE DE
SUPER CAPACITÉ
N° 60842. Rég. Sears 639,99.

549⁹⁹
rabais 100 \$
SÈCHEUSE KENMORE À
CHARGEMENT EN FAÇADE
N° 80052. Rég. Sears 649,99.

679⁹⁹
rabais 120 \$
SÈCHEUSE KENMORE ELITE
N° 60992. Rég. Sears 799,99.

DANS LA LIMITE DES STOCKS. PAS DE REVENDEURS S'IL VOUS PLAÎT!

NP0710401

RABAIS ADDITIONNEL 4 jours seulement!

en vigueur du jeudi 5 au dimanche 8 juillet 2001

aux magasins Sears à Place Fleur de Lys, Place LaSalle, Galeries Chagnon et au magasin de meubles et d'électroménagers Galeries de la Capitale

SEARS rabais 25\$
DU JEUDI 5 AU DIMANCHE 8 JUILLET 2001 SEULEMENT!
À L'ACHAT D'UN GROS APPAREIL MÉNAGER KENMORE™ À PRIX ORDINAIRE, RÉDUIT OU DE LIQUIDATION EN MAGASIN
Offre réservée aux magasins Sears de Place Fleur de Lys, Place LaSalle, Galeries Chagnon et au magasin de meubles et d'électroménagers Galeries de la Capitale seulement. Ne s'applique pas aux articles déjà soldés, déjà offerts, déjà réduits ou à micro-quantité. Un coupon par client à l'achat d'un gros appareil ménager, quel qu'il soit. Ne s'applique pas aux ventes spéciales. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Le coupon est à présenter au moment de l'achat. Sears Canada Inc.

SEARS rabais 25\$
DU JEUDI 5 AU DIMANCHE 8 JUILLET 2001 SEULEMENT!
À L'ACHAT D'UN GROS APPAREIL MÉNAGER KENMORE™ À PRIX ORDINAIRE, RÉDUIT OU DE LIQUIDATION EN MAGASIN
Offre réservée aux magasins Sears de Place Fleur de Lys, Place LaSalle, Galeries Chagnon et au magasin de meubles et d'électroménagers Galeries de la Capitale seulement. Ne s'applique pas aux articles déjà soldés, déjà offerts, déjà réduits ou à micro-quantité. Un coupon par client à l'achat d'un gros appareil ménager, quel qu'il soit. Ne s'applique pas aux ventes spéciales. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Le coupon est à présenter au moment de l'achat. Sears Canada Inc.

SEARS rabais 25\$
DU JEUDI 5 AU DIMANCHE 8 JUILLET 2001 SEULEMENT!
À L'ACHAT D'UN GROS APPAREIL MÉNAGER KENMORE™ À PRIX ORDINAIRE, RÉDUIT OU DE LIQUIDATION EN MAGASIN
Offre réservée aux magasins Sears de Place Fleur de Lys, Place LaSalle, Galeries Chagnon et au magasin de meubles et d'électroménagers Galeries de la Capitale seulement. Ne s'applique pas aux articles déjà soldés, déjà offerts, déjà réduits ou à micro-quantité. Un coupon par client à l'achat d'un gros appareil ménager, quel qu'il soit. Ne s'applique pas aux ventes spéciales. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Le coupon est à présenter au moment de l'achat. Sears Canada Inc.

Gros appareils ménagers de Sears: record de ventes au Canada
D'après des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité



Gros appareils ménagers en ligne au www.sears.ca
SEARS. CHOIX. SERVICES. RÉCOMPENSES™

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information MICHEL SAMSON

EDITORIAL

Faut-il couper l'aide aux entreprises?

Nous l'avons vu hier, les perspectives de nouvelles coupes sur l'impôt québécois des particuliers ne sont guère encourageantes. Avec un ratio d'endettement de 43,5% par rapport à son PIB et une croissance économique incertaine, le Québec n'a pas la marge de manœuvre du gouvernement fédéral, de l'Ontario ou de l'Alberta pour réduire ses impôts.

Cependant, à moins de nous résigner à être la province la plus taxée au pays, il faudra bien revoir certaines des politiques qui contribuent à notre fardeau fiscal.

Or, c'est du côté de l'aide à l'entreprise que s'annonce le prochain débat politique. La raison est simple: le gouvernement du Québec est beaucoup plus interventionniste que celui de l'Ontario dans le développement économique.

Caricaturons un peu: quand Québec débourse plus de 20 millions \$ sur un projet de 45 millions \$ pour aider à la construction d'espaces à bureaux dans la tour du Stade olympique de Montréal, l'opposition crie au gaspillage.

Les libéraux, qui promettent de réduire davantage l'impôt des particuliers à raison d'un milliard \$ par année pendant cinq ans, voient dans l'aide aux entreprises l'une des avenues pour y parvenir. Ils préparent leur dossier et auront, à l'automne, tous les arguments nécessaires pour lancer un débat qui portera sur les principaux fleurons du credo péquiste.

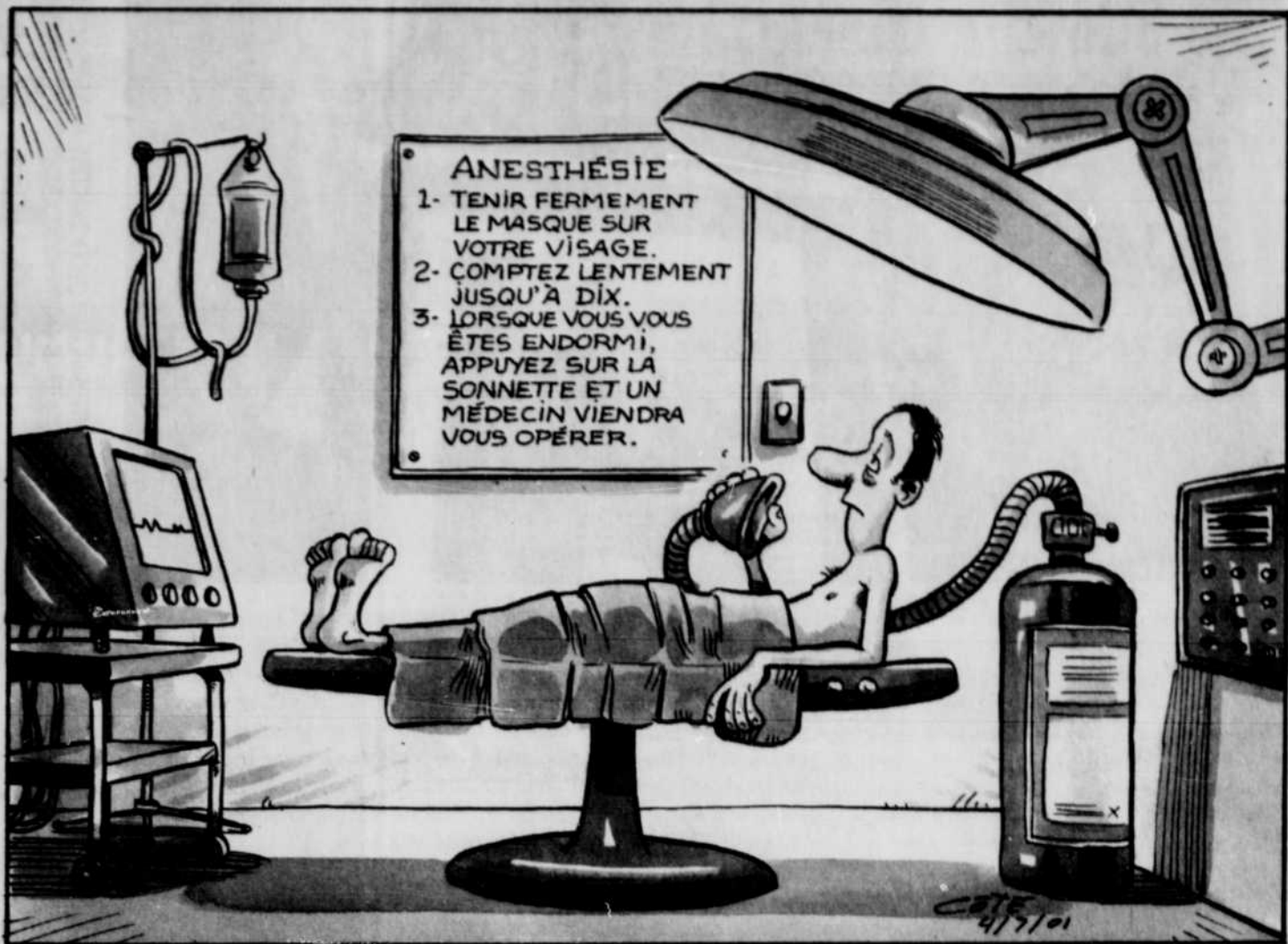
Ce qui est en jeu est beaucoup plus important que l'exemple de la tour du Stade olympique. Les millions \$ investis dans la Cité du multimédia ou les Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) font la fierté de Bernard Landry et la joie de Jean-Paul L'Allier. Mais ces interventions gouvernementales entrent en concurrence avec d'autres entreprises. Le mandat et le budget énorme de la Société générale de financement font aussi l'objet d'un questionnement chez les libéraux. À la Chambre de commerce du Québec, on pousse la démarche jusqu'aux concessions fiscales accordées au Fonds de solidarité de la FTQ ou à celui de la CSN, en faisant valoir qu'on ne manque plus de capital de risque au Québec.

La question n'est pas de savoir si nous sommes trop généreux envers nos entreprises, mais de connaître l'efficacité de nos politiques. Les libéraux font valoir que le gouvernement ontarien de Mike Harris a coupé les subventions aux entreprises sans nuire à son économie. Ils estiment qu'il serait plus utile de réduire davantage l'impôt des particuliers et celui des entreprises, au lieu d'intervenir à coups de subventions dans des projets dont les résultats sont parfois décevants.

Un fait milite en faveur d'une révision de nos politiques. Le Québec impose actuellement des taxes sur le capital et sur la masse salariale beaucoup plus élevées qu'ailleurs. Par contre, notre taux d'imposition général sur les entreprises n'est que de 8,9%, comparativement à 14% en Ontario. Or, le gouvernement Harris a décrété que son taux diminuerait progressivement jusqu'à 8% d'ici 2005. Là comme ailleurs, la concurrence fiscale nous rattrapera et nous forcera à revoir nos politiques, sous peine d'assister à un exode des compagnies.

On pourra toujours blâmer le gouvernement fédéral et réclamer des points d'impôt. Mais si Ottawa cède aux provinces et partage ses surplus, tout le monde en profitera. La concurrence fiscale ne nous épargnera pas pour autant.

Derrière le discours parfois ronflant du gouvernement actuel sur les baisses d'impôt et la performance de l'économie du Québec se cachent une situation budgétaire fragile, des hausses de coûts sociaux importants et une dette publique qui hypothéqueront encore longtemps notre capacité d'agir.



CARREFOUR DES LECTEURS

Pour une aide cohérente à la Gaspésie

Lettre ouverte à la population du Québec et aux gouvernements

Nous aimerions vous exposer la situation que vivent actuellement les Gaspésien(ne)s. Ceci dans le but de donner l'heure juste à la population du Québec et de trouver un terrain d'entente afin de travailler en collaboration avec les fonctionnaires des différents gouvernements. À la suite de la déclaration du ministre David Cliche, qui a affirmé que les Gaspésien(ne)s manquaient d'esprit entrepreneurial, il serait urgent de mettre les choses au clair pour que l'on cesse de donner continuellement une fausse image des gens de notre région. La réalité, c'est que nous manquons d'outils de développement adaptés à notre région et que nous sommes aux prises avec de nombreuses contraintes qui paralysent la plupart des projets. Il est important de briser le préjugé véhiculé par M. Cliche. Si les Gaspésien(ne)s sont en si mauvaise posture économiquement, c'est aussi en grande partie en raison du manque de souplesse et d'ingéniosité des fonctionnaires. Le fait est qu'une majorité de fonctionnaires ignorent ou nient les problèmes et les contraintes que rencontrent les promoteurs, ou encore s'en désintéressent. Il est plus facile de fermer un dossier que de se pencher sur les solutions. Les fonctionnaires sont là pour analyser les dossiers, ils n'ont surtout pas le temps d'inventer des solutions... Et lorsqu'un organisme comme le nôtre propose de nouveaux outils de développement, comme un cercle d'emprunt par exemple, un projet qui nous tient à cœur, on nous ferme la porte au nez. Pourtant, ce sont des outils essentiels pour assurer le développement économique d'une région comme la nôtre. À preuve, des initiatives semblables existent et sont appuyées par les CLE des autres régions du Québec...

Le cercle d'emprunt est souvent le seul moyen pour les promoteurs d'acquiescer du financement. Exiger de ceux-ci, pour la plupart au chômage, une mise de fond de 5000 \$, est irréaliste. Malheureusement, sans mise de fond initiale, les nouveaux projets sont automatiquement refusés...

J'ai aussi proposé un projet d'éducation basé sur les recherches universitaires

que j'ai menées sur les contraintes du développement des communautés francophones, micmaques et anglophones de la Gaspésie. Mon but est de cerner les contraintes afin que l'on puisse les contrer.

Notre objectif commun est de favoriser une collaboration harmonieuse entre tous les acteurs du développement et des communautés. Ce sont des projets qui demandent beaucoup de travail et nous avons besoin de financement pour mettre au monde ces outils de développement. Nous aurons également besoin de la participation de la population et des gouvernements pour recueillir les 250 000 \$ que la Fondation pour le développement des régions veut affecter au développement de la Gaspésie.

Le cercle d'emprunt de l'Estrie a déjà réussi un coup pareil. Où a-t-il trouvé tout cet argent? Au Fonds de lutte contre la pauvreté (60 000 \$), auprès des syndicats nationaux, comme la FTQ et la CSN, des caisses populaires Desjardins, des communautés religieuses, des CLD et des entreprises de la région. De plus, le CLE assure le salaire de la permanence de ce cercle d'emprunt depuis plus de quatre ans. Nous ne voyons pas pourquoi il serait impossible d'en faire autant pour la Gaspésie.

Nous avons maintenant un site Web pour recueillir les dons et médiatiser notre travail, info@fondationdesregions.org, et nous invitons toute la population du Québec à donner un coup de main aux cinq comités généraux de la Fondation qui seront bientôt mis sur pied et aux membres mandatés pour représenter les cinq MRC de la Gaspésie dans leurs communautés.

Nous vous remercions d'avance pour votre participation et votre solidarité nationale.

Sonia Gagnon
 Présidente, B.A.A., B.A. (M.A.)
 Comité général pour la MRC du Rocher-Percé
 Fondation pour le développement des régions

Les « chimères régionales » du PQ

Les 800 millions \$ du ministre Baril pour aider les gens à travailler et à vivre en région, c'est de la foutaise! Il s'agit d'un pur calcul électoraliste de Bernard Landry (LE SOLEIL, *Branle-bas dans les régions*, 1^{er} juin 2001). Souvenez-vous des dernières élections

provinciales... Ce sont les régions qui, avec leurs sièges, ont fait gagner les péquistes, et ce, malgré le suffrage universel en faveur des libéraux. Ne soyons pas dupes! Après les élections, toutes ces belles promesses ne seront plus que de l'histoire ancienne.

Un excellent moyen de relancer et de repeupler les régions serait d'y diminuer les taxes et les impôts, non seulement des entreprises, mais aussi des particuliers.

Pourquoi l'Alberta attire-t-elle autant les entreprises? Parce qu'elle offre de nombreux avantages fiscaux. Aujourd'hui, avec Internet et tous les autres moyens de communication électroniques dont on dispose, il est facile de faire des affaires n'importe où en Amérique. La preuve, le siège social de Telus, la compagnie de téléphone qui dessert notre région, est à Calgary.

Les 800 millions \$ d'aide aux régions témoignent de la soif de pouvoir du gouvernement et il faut être aveugle pour ne pas voir le jeu électoraliste derrière ces politiques bananiers.

Il est peu probable que les mesures tampons du gouvernement fassent contrepoids aux pertes que le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie ont subies ces 10 dernières années.

Il suffit de rappeler la fermeture de l'usine Gaspésia à Chandler, de Radio-Canada et de la Consolidated-Bathurst, à Matane, ou encore le ralentissement des activités de Mines et Exploration Noranda, à Murdochville.

Ces pertes ont aminci la qualité de l'infrastructure des services de localités déjà aux prises avec le dépeuplement et le sous-emploi. En outre, la réforme municipale en cours est loin de rassurer les élus locaux, qui craignent de perdre le faible pouvoir qu'ils ont. Espérons que le gouvernement fédéral se fera un devoir de modifier la loi de l'assurance-chômage tel qu'il l'a promis pour ne pas pénaliser ces gens davantage. Il en a les moyens...

Que penser de la décision de remplacer le sergent d'armes, M. Roger Gagnon, par un policier armé pour bâillonner l'opposition?

Cela devrait nous donner une petite idée de ce qui nous attend si jamais le PQ arrive à ses fins. Mais le dernier sondage indique que ce n'est pas pour demain.

Maurice Lefebvre
 Portneuf

RAJEUNISSEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

La réalité rencontre-t-elle le discours politique?

Marie-Josée Turdif

Ministère des Ressources naturelles

Au sein de la fonction publique québécoise depuis plus d'un an, je vais devoir partir avant la fin de l'année sans avoir terminé mon mandat, qui se termine en 2003. C'est une problématique que vivent une douzaine d'autres jeunes dans une seule direction du ministère des Ressources naturelles.

Notre départ prochain dépend de ces fameux concours publics auxquels nous n'avons pas accès en raison de notre niveau de scolarité. Nous sommes actuellement à l'emploi du ministère, car il y a quelques années, les dirigeants ont permis notre embauche.

Le ministère de l'Éducation permet à certaines institutions privées de délivrer une attestation d'études collégiales (AEC) aux étudiants qui se spécialisent en informatique. C'est un domaine complexe et, somme toute, le ministère de l'Éducation a cru bon de former des spécialistes rapidement.

Un statut de stagiaire a alors été créé pour permettre l'embauche de ces diplômés au gouvernement du Québec. La planification initiale du secrétariat du Conseil du trésor prévoyait la tenue d'un concours pour des postes de technicien en informatique (grade stagiaire). La date de parution prévue était le 16 juin. Or, le concours n'a pas été publié tel qu'il était prévu et, aux dernières nouvelles, il ne le sera pas.

Le gouvernement ne fait rien pour garder les jeunes déjà à son emploi dans la fonction publique

Comme on le rapportait récemment à l'antenne de Radio-Canada, le gouvernement est en grande réflexion sur l'atteinte des objectifs des campagnes de recrutement. Le Conseil du trésor annonce un programme de mentorat? Félicitations! Nous sommes très contents de cette mesure pour l'avoir suggérée lors du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, l'année dernière. Un suivi y a été fait, soit,

mais ça ne comble pas tous nos besoins.

Il est un peu troublant de nous voir faire tant de choses pour promouvoir la fonction publique auprès des jeunes québécois quand le Conseil du trésor ne fait rien pour les garder lorsqu'ils sont déjà en emploi. Le gouvernement désire rajeunir la fonction publique, mais n'hésite pas à supprimer la classe stagiaire! Pourquoi revenir sur des décisions quand le gouvernement profite actuellement d'une main-d'œuvre spécialisée?

De plus, les difficultés s'accroissent lorsqu'un gestionnaire désire embaucher des jeunes diplômés: il est contraint à un système de priorités d'embauche, ce qui rend difficile l'ac-

cès à des listes de finissants universitaires ou collégiaux.

Le gouvernement désire encourager les jeunes à travailler au sein des différents ministères. Il dit leur offrir la chance de participer à cette modernisation de la fonction publique québécoise!

Nous ne sommes pas seuls à être lésés, mais plus d'une cinquantaine d'autres jeunes le sont au ministère du Revenu.

On nous a permis de rêver, d'espérer une carrière dans la fonction publique québécoise et, désormais, cela n'est plus possible.

Pourtant, le discours politique nous répète sans cesse qu'il y a un besoin criant de jeunes dans l'organisation.

Autre honneur posthume pour Trudeau



Un timbre à l'effigie de Pierre Elliott Trudeau a été présenté hier par Postes Canada. Quelque six millions de feuillets de 16 timbres et deux millions de blocs-feuillets de quatre timbres ont été imprimés et sont en circulation depuis le 1^{er} juillet, fête du Canada. Sur la vignette, on retrouve le célèbre portrait de l'ancien premier ministre peint par M^{me} Myfanwy Pavelec que l'on retrouve aux cimaises du parlement fédéral. « C'est avec beaucoup de plaisir qu'on remercie Postes Canada et le gouvernement du Canada, au nom de toute la famille. C'est un très beau timbre et... Je sais que beaucoup de gens tireront beaucoup de plaisir à lécher le dos de mon père ! » a lancé en riant Justin Trudeau, le fils aîné. L'autre fils Trudeau, Alexandre, complétait, avec le ministre fédéral Alfonso Gagliano et le pdg de Postes Canada, André Ouellet, le nombre des dignitaires. Quelque 600 personnes ont assisté au dévoilement du timbre, qui s'est déroulé dans le hall d'honneur de l'Université de Montréal. (PC)

COMMISSION SUR LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Le PLQ déposera un mémoire, en plus de déléguer un observateur

MATHIEU BOIVIN
Presse canadienne

MONTRÉAL — Le Parti libéral du Québec (PLQ) participera aux travaux de la Commission sur le déséquilibre fiscal présidée par Yves Séguin, a annoncé hier le chef libéral Jean Charest. Le parti déposera donc un mémoire et déléguera un observateur aux audiences publiques de la commission, en octobre.

M. Charest a toutefois précisé que c'est parce que M. Séguin, un ancien ministre libéral québécois, a clairement annoncé que les travaux de la commission se placeraient dans le cadre constitutionnel actuel que sa formation s'associe à la démarche. « C'est un élément déterminant, a-t-il indiqué, parce qu'autrement la commission (serait) une opération purement politique. »



Jean Charest veut créer des alliances.

« L'objectif, ultimement, c'est d'améliorer le fonctionnement du système fédéral canadien, a commenté le chef de l'opposition à l'Assemblée nationale. (Cet objectif) va de soi pour nous, ça nous paraît essentiel si on veut arriver à bâtir des alliances et arriver à des résultats concrets. »

Le chef de l'opposition a rappelé qu'il avait rencontré, au cours des derniers mois, la plupart des premiers ministres de l'Ouest, ainsi que certains chefs de l'opposition, afin de bâtir des alliances avec d'autres provinces pour une révision des arrangements fiscaux.

De ces discussions, il conclut qu'« il faut d'abord s'entendre sur un agenda commun, dont le point de départ est que le système actuel ne fonctionne pas. Je m'attends à ce que les premiers ministres s'engagent dans cette voie lors de la conférence de Victoria, au début du mois d'août. » Le PLQ préconise, afin de rééquilibrer le système fiscal canadien au profit des provinces, une formule de transfert de points d'impôt du gouvernement fédéral vers les gouvernements provinciaux.

POSITION COMMUNE

Cela dit, « la formule de péréquation est également très importante, a soutenu Jean Charest. Les deux vont ensemble (et) c'est un sentiment largement partagé au Canada que d'avoir une discussion là-dessus aussi. »

M. Charest croit en effet que « la balle est dans le camp des provinces » et qu'elles doivent se doter d'une position commune pour faire bouger Ottawa.

Monique Jérôme-Forget, porte-parole du PLQ en matière de finances, a quant à elle rappelé que plusieurs éléments concourent à une révision des arrangements fiscaux entre les différents ordres de gouvernement.

« D'abord, les dépenses augmentent plus rapidement dans les champs de compétence provinciale, notamment dans la santé », a-t-elle énoncé. Toutefois, « le fédéral occupe une place prépondérante en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des particuliers », qui est le secteur de revenus qui présente le potentiel de croissance le plus élevé.

Seulement

25 \$[†] par mois

Dépêchez-vous ! Ça ne durera pas longtemps.

Soirs et week-ends illimités

50 minutes de jour incluses

Seulement 30¢ pour chaque minute additionnelle

En prime :

- Trousse de messagerie (incluant la boîte vocale évoluée et la messagerie texte et par courriel)*
- Service de dépannage routier*
- Paiement express : boni de 25 minutes de jour**

Vite ! Vite ! Vite !
À ce prix-là, on ne résiste pas !



PRÊT-À-NAVIGUER



Une vaste gamme d'appareils numériques

Consultez le www.rogers.com/sans-fil, composez le 1 800 IMAGINE ou rendez-vous chez nos distributeurs Rogers[™] AT&T[™] participants.

Certains appareils ne sont pas offerts dans tous les magasins.
†Offre applicable à toute nouvelle entente de un ou deux ans.
*Vous devez souscrire à la Trousse de messagerie et/ou au Service de dépannage routier pour recevoir la prime de trois mois sans frais. Des frais s'appliqueront après les trois premiers mois.
**Le boni est disponible pour un an avec le Programme de paiement express. Des frais de mise en service et d'accès au système s'appliqueront. Taxes applicables, interurbains et frais de déplacement en sus. Demandez tous les détails à votre représentant. Offre d'une durée limitée, sujette à changement sans préavis. Appelez-nous au 1 800 226-8352 pour connaître les offres spéciales à nos abonnés.
™Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. ®AT&T Corp. Utilisé sous licence.

ROGERS AT&T
COMMUNICATIONS SANS FIL

imagination sans fil

RadioShack.

LA CABINE TELEPHONIQUE

LES SOLUTIONS

FUTURE SHOP

ROGERS AT&T

- QUÉBEC
2700, rue Jean-Perrin
Bureau 101
(418) 843-0000
Galeries de la Capitale
(418) 628-0888
Fleur de Lys
(418) 266-1333
SAINTE-FOY
3062, ch. des Quatre-Bourgeois
(418) 651-1423
Place Laurier
(418) 659-2132
CHICOUTIMI
1021, boul. de l'Université
(418) 690-0535
Place du Royaume
(418) 690-3155
ALMA
241, av. du Pont Nord
(418) 662-9993
SAINT-MARIE-DE-BEAUCE
Place Mariville
1068, boul. Vachon Nord
Local 103
(418) 387-3435
LÉVIS
50, route du Président-Kennedy
Local 114
(418) 835-8383
LA BAIE
285, boul. de la Grande-Baie Nord
(418) 544-2828
VICTORIAVILLE
495, boul. des Bois-Francis Sud
(819) 758-8840

ROGERS AT&T
AGENT AUTORISÉ

- LAUBERTÉ ÉLECTRONIQUE
1007, rue Fontaine
Saint-Jean-Christophe
(418) 839-4328
LE NATIONAL
865, boul. Charest O.
Québec
(418) 686-6366
8752, boul. Lacroix
Saint-Georges-de-Beauce
(418) 727-7797
170, boul. Saint-Germain O.
Rimouki
(418) 722-0414
472, boul. Rochette
Beaufort
(418) 667-4338
RDS RADIO
557, rue des Érables
Cap-de-la-Madeleine
(819) 379-2223
COMMUNICATIONS
SPECTROCOM
99, boul. des Bois-Francis Sud
Victoriaville
(819) 752-6935
DSM.ÉNRG.
855, boul. Bégin
Saint-Anselme
(418) 885-9331
INOVATEL
3715, boul. Harvey
Jonquière
(418) 542-4996
INFORMATIQUE MERCER INC.
4750, boul. Hamel
Québec
(418) 871-7022
1015, rue de Nemours
Charlesbourg
(418) 628-3330
2480, chemin Sainte-Foy
Local 25
Sainte-Foy
(418) 266-2133